

Date de dépôt: 6 avril 2004

Messagerie

Rapport

de la Commission fiscale chargée d'étudier le Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil concernant l'exercice du droit référendaire cantonal à l'encontre de la loi fédérale sur la modification d'actes concernant l'imposition du couple et de la famille, l'imposition du logement et les droits de timbre, du 20 juin 2003

Rapport de M^{me} Michèle Künzler

Mesdames et
Messieurs les députés,

La commission fiscale a étudié les compléments à donner au rapport 495-A, lors de ses séances du 14 et du 30 mars.

Ces séances ont été présidées par M. Claude Blanc. M^{me} Martine Brunschwig Graf, conseillère d'Etat, M. Stéphane Tanner, directeur des affaires fiscales et juridiques, M^{me} Claire Vogt Moor, Direction des affaires fiscales et juridiques, M. Chirenti et M. Miceli, Economètres, (OSI) ont assisté aux séances.

Le procès-verbal a été tenu par M. Edouard Martin que nous remercions.

Préambule

Le rapport RD 495-A a été renvoyé en commission à la séance du 11 mars 2004 du Grand Conseil. Bien qu'accepté à l'unanimité de la commission fiscale, ce premier rapport présentait en effet aux yeux de certains l'inconvénient de ne pas correspondre à leurs attentes. L'objectif de ce rapport avait pourtant été atteint : présenter les conséquences financières et législatives pour le Canton de Genève en cas d'acceptation du paquet fiscal fédéral.

D'une part, les conclusions de la commission démontraient que les conséquences financières pour le Canton et pour les communes seraient loin d'être négligeables. De plus, l'adoption de ce paquet fiscal amènerait une refonte totale de la législation fiscale (LIPP), pourtant à peine entrée en vigueur. Ces modifications entraîneraient une difficulté supplémentaire pour la comparaison budgétaire et la prévisibilité des rentrées fiscales, puisque les données seraient à nouveau modifiées. D'autre part, du point de vue du contribuable, les simulations calculées ne concluaient pas, loin s'en faut, à une baisse de la fiscalité pour tous. Au contraire, une majorité de contribuables verraient leurs impôts cantonaux et communaux augmenter.

Lors des discussions en plénière, certains ont avancé que la prise en compte de l'IFD inverserait les proportions de contribuables « perdants » ou « gagnants ». Le grand Conseil a voulu en avoir le cœur net, et a renvoyé le rapport en commission pour étudier les conséquences globales du paquet fiscal fédéral pour les contribuables. Tel est donc l'objet du présent rapport. Complémentaire au premier, il a pour but de constituer une base d'informations objectives.

Discussion et informations complémentaires

Les discussions en commission ont permis de répondre aux diverses questions concernant l'IFD, et d'étudier plusieurs documents complétant le premier rapport.

Les calculs de ces tableaux, comme d'ailleurs des précédents, ont été effectués avec les chiffres des taxations 2001 notifiés en juin 2003. Pour simplifier, l'impact communal a été calculé en faisant l'hypothèse que tous les contribuables habitent et travaillent en ville de Genève. Pour le splitting, il a été décidé de se calquer sur le modèle fédéral à 1,9. Il est important de préciser qu'il n'a pas été tenu compte de l'épargne logement et de la déduction des intérêts pour les nouveaux propriétaires, car dans les projections concernant des contribuables réels, il est difficile d'imputer à tel ou tel contribuable la volonté d'acquérir un logement.

Par contre il a été tenu compte des mesures suivantes :

Pour les couples et les familles

- Modification du barème de l'IFD.
- Splitting partiel à 1.9.
- Suppression de la déduction de 7'000F pour le deuxième revenu.
- Suppression de la déduction des primes d'assurances vie.
- Admission d'une déduction de prime d'assurance maladie limitée à la prime moyenne cantonale.
- Admission des frais de garde effectifs à hauteur de 7'000F par enfant.
- Admission d'une déduction générale de 1'400F par contribuable.
- Admission d'une déduction de 9'300F pour chaque enfant mineur ou en formation.
- Admission d'une déduction de 11'000F pour les contribuables vivant seuls ou uniquement avec des enfants ou des personnes nécessiteuses.
- Admission d'une déduction pour les familles monoparentales, s'élevant à 3% du revenu net, avec un maximum de 5'500F.

Pour les propriétaires

- Suppression de la valeur locative.
- Suppression de la déduction des intérêts hypothécaires se rapportant aux immeubles occupés par le propriétaire.
- Admission des frais d'entretien de l'immeuble occupé par le propriétaire, pour la part dépassant 4'000F.
- Limitation des autres intérêts et dettes à concurrence du rendement brut de la fortune imposable.

Présentation des documents

Effet global du paquet fiscal sur l'impôt fédéral direct (splitting partiel 1.9) ».

Ce tableau montre l'effet pour le contribuable du paquet fiscal uniquement pour l'imposition fédérale. En prenant en compte uniquement l'IFD, on peut constater une diminution d'impôt pour une majorité de contribuables. Toutefois, les propriétaires fortement endettés seraient parmi ceux qui verraient leurs impôts augmenter.

L'IFD étant un impôt très progressif, qui concerne peu les bas revenus, les allègements principaux se situent parmi les revenus élevés. Globalement, c'est une baisse de 188,9 millions, à laquelle il faut rajouter l'effet des mesures concernant les nouveaux propriétaires, à hauteur d'environ 48,6 millions, ce qui permet de retrouver les 167 millions qui figurent à la page 23 du premier rapport (et en annexe du présent rapport). La perte pour le canton se situe à 28 millions (30% de l'IFD, moins 13% reversés pour la péréquation).

Environ 60'000 contribuables ne payeraient plus d'IFD.

Effet global du paquet fiscal sur l'impôt fédéral direct et sur l'impôt cantonal et communal sur le revenu (splitting partiel 1.9)

Ce tableau calcule, pour chaque contribuable, l'effet cumulé du paquet fiscal sur les trois niveaux d'imposition. L'étude de ce tableau montre que même en tenant compte de la diminution de l'IFD, près de 38% des contribuables, notamment des personnes seules ou sans enfants, verraient leurs impôts augmenter.

Environ 15 % n'auraient pas de modifications, notamment les très bas revenus, certainement parce que beaucoup d'entre eux ne sont de toute façon pas imposés, ou parce qu'il s'agit de taxation partielle de personnes qui quittent le canton.

Pour 47% des contribuables, les impôts diminueraient. Ces diminutions concerneraient effectivement majoritairement les familles. Mais malgré tout, 28% des familles auraient une situation péjorée. La moitié des couples sans enfants verraient leurs contributions augmenter. Ces hausses concerneraient les couples de la classe moyenne (60'000F à 150'000F de revenu brut) dont les deux membres travaillent et bénéficient actuellement de la déduction pour travail du conjoint. L'effet du splitting ne remplacerait de manière efficace cette déduction qu'à partir d'un revenu brut de 150'000F.

Répartition du nombre de contribuables et de l'impact moyen du paquet fiscal par tranche de revenu brut (contribuable avec enfant)

Les baisses proposées sont très inégalement réparties parmi les familles. Les principaux allègements seraient consentis aux revenus élevés. Ceci ne constitue pas une surprise, puisqu'il s'agit de contribuables pour lesquels une réduction importante est possible. Cependant, ce graphique montre que là où se situent beaucoup de famille il y aurait peu d'allègements, et inversement, que pour les familles aisées, peu nombreuses, les diminutions d'impôts seraient conséquentes.

Récapitulatifs des impacts fiscaux pour le canton et pour les contribuables

Une mise à jour du tableau de synthèse sur les impacts globaux pour les contribuables et pour le canton et les communes (RD 495-A, p. 23) était nécessaire, car il manquait une ligne concernant les déductions pour travail du conjoint. (Il faut cependant préciser que tous les autres tableaux en tenaient compte et que l'impact de ce point pour les couples était mis en évidence par deux tableaux figurant aux p. 7 et 8 du précédent rapport).

Le tableau corrigé fait apparaître, en ce qui concerne l'impact du volet famille, que l'effet financier sur le plan cantonal serait négatif pour le contribuable et positif pour l'Etat.

Le volet imposition du logement, inchangé, montre que la perte pour le canton serait pour l'essentiel liée aux mesures en faveur des nouveaux propriétaires et de l'épargne logement (environ 58 millions).

Ce qui est problématique pour les Cantons, c'est l'immixtion de l'assemblée fédérale dans la fixation du chiffrage des déductions, limitant d'autant la marge de manœuvre cantonale. En effet, la Constitution fédérale fixe les limites de l'harmonisation (cf. les articles 127, 128 et 129 en annexe). Ces limites ont été clairement outrepassées en ce qui concerne l'épargne logement et les déductions d'intérêts de dettes pour les nouveaux propriétaires.

A la lecture de ces deux récapitulatifs, plusieurs commissaires ont souhaité connaître les hypothèses retenues et les arbitrages déjà réalisés. Des réponses ont été apportées en séance. Elles ont été détaillées par Mme Brunschwig Graf dans une lettre à la commission fiscale (cf. annexe).

Incidences du paquet fiscal sur la LIPP V et possibilités d'arbitrage

Pour bien comprendre les possibilités d'arbitrage mentionnées dans le tableau, il faut examiner les incidences du paquet fiscal sur la LIPP V, et la marge de manœuvre laissée ou non, selon les cas, au Canton.

En ce qui concerne les déductions de prévoyance (LIPP V, art.2, al. D), elles seraient supprimées, sans aucune marge de manœuvre pour le Canton. Le coût global pour les contribuables serait de 33 millions.

Dans les déductions de santé (art. 4, al. 1), la déduction des primes de l'assurance-maladie et de l'assurance-accidents serait limitée à la prime moyenne cantonale. Le coût global pour les contribuables serait de 33 millions. Il est vrai que selon la LHID cette déduction doit être limitée, mais on supprime ici la marge de manœuvre cantonale.

Les changements touchant les déductions générales ou liées à la fortune (art. 6, al. 1 et 4) seraient de deux ordres.

A l'alinéa 1, concernant la déduction des intérêts des dettes échus, la majoration de 50'000 F serait supprimée. Personne ne le conteste et cela augmenterait les recettes du Canton de 14 millions.

L'alinéa 4, traitant des frais nécessaires à l'entretien des immeubles privés, serait totalement modifié. Le Conseil d'Etat et le grand Conseil n'auraient plus de marge de décision. Cette mesure est contestée à plusieurs titres : non seulement le Conseil national a outrepassé ses compétences en fixant un chiffrage, (cf. art.129), mais surtout il crée plusieurs inégalités de traitement, notamment entre propriétaires d'un bien modeste qui ne pourraient rien déduire, et propriétaires d'un bien immobilier très important qui pourraient déduire une somme non plafonnée, mais simplement diminuée des 4'000 premiers francs. Cette modification diminuerait les recettes de l'Etat de 7 millions.

Les déductions pour frais de garde (art. 7 et 14, al. 4) qui existent déjà à Genève concernent, contrairement à la proposition du paquet fiscal, tous les parents de manière forfaitaire. De plus, dans notre canton, les familles monoparentales peuvent déduire des frais justifiés (cf. lettre de Mme Brunschwig Graf au sujet de ces arbitrages). Par conséquent, la modification de ces déductions par l'application du modèle fédéral (déduction de frais justifiés jusqu'à 7'000 F par enfant) ne bénéficierait qu'aux contribuables avec enfants correspondant aux critères précis prévus par le paquet fiscal (impossibilité de garder soi-même les enfants). Or l'impact global de cette mesure a été évalué à 24 millions à partir de tous les contribuables bénéficiant actuellement du rabais frais de garde. Il doit donc être revu à la baisse.

Le chiffrage de l'importation du modèle fédéral de déduction pour famille monoparentale n'a pas été fait. Un arbitrage serait ici possible. Mais rappelons que si cette déduction n'existe pas en tant que telle dans la loi genevoise (art. 12., al. 3), les contribuables concernés sont actuellement imposés au barème couple, ce qui leur procure un avantage probablement équivalent au 3% max. 5'500 de déductions sur le revenu.

Il reste trois déductions pour lesquelles un arbitrage reste à faire. Elles sont à Genève incluses dans le rabais d'impôt (art. 14, al. 1, 3 et 4). On peut constater que dans les deux premiers cas, la déduction générale et la déduction pour ménage, la loi genevoise est plus généreuse. La déduction pour enfant est plus élevée au niveau fédéral. Le rabais fiscal étant une spécificité genevoise, il est difficile de calculer les équivalences.

Il apparaît donc que les arbitrages qui restent possibles ne sauraient modifier de manière décisive les incidences financières du paquet fiscal pour le contribuable.

Il reste une question à signaler en cas d'acceptation du paquet fiscal ; c'est qu'il faudra de toute façon faire ensuite voter les Genevois sur les modifications de la loi cantonale. Cela signifie que l'on pourrait voir une loi d'application refusée par les citoyens, alors même qu'ils en auraient accepté le principe.

Conclusion

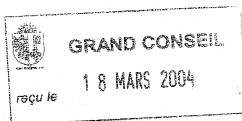
Au vu de ces compléments d'information, la Commission fiscale vous recommande, Mesdames et Messieurs les députés, de prendre acte du rapport du Conseil d'Etat.

Annexes

- 1. Lettre de Mme Brunschwig Graf en réponse à des questions de la commission fiscale.*
- 2. Extrait de la Constitution fédérale concernant l'harmonisation fiscale.*
- 3. Effet global du paquet fiscal sur l'impôt fédéral direct.*
- 4. Effet global du paquet fiscal sur l'impôt fédéral direct et sur l'impôt cantonal et communal sur le revenu.*
- 5. Graphique de la répartition du nombre de contribuables et de l'impact moyen du paquet fiscal par tranche de revenu brut (contribuable avec enfant).*
- 6. Tableaux récapitulatif des impacts fiscaux pour le canton puis pour les contribuables.*
- 7. Rapport RD 495-A*



République et Canton de Genève



Département des finances



La Conseillère d'Etat

DF-Présidence
Rue du Stand 26
Correspondance :
Case postale 3937
1211 Genève 3

Aux membres de la commission fiscale du
Grand Conseil

| GRAND CONSEIL | |
|---|---|
| Expédié le: 18.3.04 | Visa: PP |
| Président: <input type="checkbox"/> | Députés (100): <input type="checkbox"/> |
| Commissaires: <input checked="" type="checkbox"/> | Bureau: <input type="checkbox"/> |
| Secrétariat: <input checked="" type="checkbox"/> | Archives: <input type="checkbox"/> |
| Commission: FISCALE | |
| Procès-verbaliste: HORN E | |
| Copie à: | |
| Divers: | |

Genève, le 16 mars 2004

Concerne : paquet fiscal – demande d'informations lors de la commission fiscale de ce jour

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les députés,

Vous avez traité, lors de la commission fiscale de ce jour, le RD 495A. A cette occasion, vous avez pris connaissance et commenté les différents tableaux consolidés concernant les effets du paquet fiscal 2001 sur les contribuables et ceci aux niveaux fédéral, cantonal et communal agrégés.

Lors de cette séance, certains députés ont posé des questions complémentaires et émis des demandes d'information. Les représentants de l'AFC et ceux de l'OSI se sont efforcés de répondre aux demandes. Certaines n'ont pas reçu de réponse. Dans certains cas, il s'agissait de rechercher des informations, vous les trouverez dans ce courrier. D'autres, en revanche, ne peuvent recevoir de réponse car il est techniquement et déontologiquement impossible de les donner. Je vais m'efforcer de résumer ci-dessous la situation.

Marge de manœuvre et arbitrages dans l'application cantonale des modifications LHID

Les arbitrages à faire concernent le splitting et les montants des déductions autorisées, montants qui seront fixés par le législateur cantonal.

Splitting partiel : la LIFD applique le taux de splitting de 1.9. C'est celui qui a été retenu dans les simulations cantonales aussi pour garder une certaine cohérence. Marge de manœuvre cantonale : augmenter par exemple le splitting à 2. Dans ce cas, les contribuables bénéficiant des effets positifs du splitting verraient ceux-ci amplifiés.

Déduction pour ménage : il s'agirait d'une nouvelle déduction à fixer. Cette déduction ne peut-être fixée qu'avec une redéfinition du barème célibataire. Il n'est pas possible d'intégrer les effets de cette déduction dans les projections.

Déduction pour famille monoparentale : cette déduction n'existe pas aujourd'hui. L'évaluation de cette déduction dépend des choix qui seront faits en matière de

barèmes d'impôt. Les familles monoparentales sont aujourd'hui intégrées au barème d'impôt « mariés ».

Déduction pour enfants : cette déduction figure dans le rabais d'impôt actuel. Une déduction au sens du paquet fiscal devrait être mise en regard de la pratique actuelle. Dans l'évaluation, la pratique actuelle a été retenue, dans l'attente de décisions futures.

Déduction générale : cette déduction existe aujourd'hui, elle intégrée dans le rabais d'impôt. Ayant pris en compte dans les projections les effets du rabais d'impôt, il n'était pas pertinent d'y ajouter la déduction générale.

Conclusion sur ce point : chacun jugera des contours de la loi cantonale modifiée mais il n'est pas possible aujourd'hui, techniquement, d'intégrer des dispositions qui n'ont pas été arrêtées. Par ailleurs, et afin de ne sous-estimer aucun effet identifiable, l'administration a chiffré de façon très généreuse les **effets des frais de garde** pour enfants (déduction prévue : frais effectifs) puisqu'il a été retenu l'hypothèse d'une déduction pour toutes les familles ayant des enfants de moins de 12 ans.

Nombre de personnes/nombre de contribuables

Un député souhaitait que l'administration calcule les effets du paquet fiscal en fonction du nombre de personnes et non du nombre de contribuables, autrement dit, l'effet par personne.

Ceci n'est pas possible car l'administration ne possède pas les informations indispensables à ce calcul. Pour l'AFC, l'unité économique est le ménage et non les individus de chaque ménage. Il n'est pas possible de tirer des extrapolations quant à la composition des ménages et encore moins de les corrélérer avec les estimations et simulations faites en fonction des revenus. Les déclarations contiennent des informations agrégées qui ne permettent pas de déduire les effets du paquet fiscal sur les membres formant le ménage (époux, parents, enfants, autres personnes à charge ou à demi-charge, sans compter la diversité des sources de revenus).

Chacun peut bien sûr tirer ses propres conclusions du fait que les concubins comptent chacun pour une unité contributive et que deux personnes mariées n'en forment qu'une. Mais il n'appartient pas à l'administration d'avancer des chiffres improbables sur cet état de fait et encore moins de les interpréter.

Effet du paquet fiscal sur les nouveaux propriétaires – épargne logement

Un député souhaitait que l'on intègre dans l'analyse des effets du paquet fiscal et que l'on intègre dans les tableaux détaillés les effets des mesures appliquées aux propriétaires très récents ainsi qu'aux futurs nouveaux propriétaires.

Il faut rappeler à cet égard que la loi fédérale et cantonale entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2008. Pour pouvoir répondre valablement à la question posée il faudrait connaître au moins le taux d'endettement des propriétaires concernés (actuels dès 1998 et nouveaux), au moment de l'entrée en vigueur. S'il peut être déterminé sur un cas-type il est impossible de le faire par catégories de revenu.

D'autre part, il faudrait pouvoir préjuger du taux de nouveaux propriétaires par catégories de revenu, élément d'autant plus difficile à apprécier qu'il faudrait aussi connaître l'âge moyen des contribuables concernés par catégorie de revenu puisque seuls des propriétaires âgés de moins de 45 ans pourraient bénéficier des déductions au titre de l'épargne logement (pour ce qui touche du moins l'IFD).

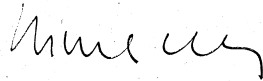
De fait, contrairement aux autres éléments du paquet fiscal, celui qui concerne l'encouragement à la propriété du logement est fortement basé sur l'effet incitatif et non sur l'application de dispositions sur des contribuables dont la situation est connue aujourd'hui.

Aller plus loin dans les estimations conduirait à produire des calculs pour le moins contestables. On a par ailleurs constaté que le fait même d'avoir émis un taux de progression des nouveaux propriétaires avait valu au Conseil d'Etat des contestations diverses. En outre, la Chambre genevoise immobilière a renoncé à son audition devant la commission fiscale alors qu'elle était sollicitée pour donner son avis sur cette question.

Pour conclure, je relève que le département a fourni une grande quantité de tableaux, qu'il s'est gardé de les commenter autrement que techniquement et qu'il a respecté le rôle des députés, à savoir que ceux-ci et celles-ci sont libres d'y apporter les commentaires et conclusions qu'ils souhaitent.

Je vous remercie de bien vouloir prendre note de ce qui précède et de veiller à ce que ce courrier soit joint au second rapport de la commission.

Avec mes cordiaux messages.



Martine BRUNSCHWIG GRAF

Constitution fédérale

Art. 127 Principes régissant l'imposition

- 1 Les principes généraux régissant le régime fiscal, notamment la qualité de contribuable, l'objet de l'impôt et son mode de calcul, sont définis par la loi.
- 2 Dans la mesure où la nature de l'impôt le permet, les principes de l'universalité, de l'égalité de traitement et de la capacité économique doivent, en particulier, être respectés.
- 3 La double imposition par les cantons est interdite. La Confédération prend les mesures nécessaires.

Art. 128 Impôts directs:

- 1 La Confédération peut percevoir des impôts directs:
 - a. d'un taux maximal de 11,5 pour cent sur les revenus des personnes physiques;
 - b. d'un taux maximal de 9,8 pour cent sur le bénéfice net des personnes morales;
 - c. d'un taux maximal de 0,825 pour mille sur le capital et les réserves des personnes morales.
- 2 Lorsqu'elle fixe les tarifs, elle prend en considération la charge constituée par les impôts directs des cantons et des communes.
- 3 Les effets de la progression à froid frappant le revenu des personnes physiques sont compensés périodiquement.
- 4 Les cantons effectuent la taxation et la perception. Trois dixièmes du produit brut de l'impôt leur sont attribués; un sixième au moins de ces montants est affecté à la péréquation financière intercantonale.

Art. 129 Harmonisation fiscale

- 1 La Confédération fixe les principes de l'harmonisation des impôts directs de la Confédération, des cantons et des communes; elle prend en considération les efforts des cantons en matière d'harmonisation.
- 2 L'harmonisation s'étend à l'assujettissement, à l'objet et à la période de calcul de l'impôt, à la procédure et au droit pénal en matière fiscale. Les barèmes, les taux et les montants exonérés de l'impôt, notamment, ne sont pas soumis à l'harmonisation fiscale.
- 3 La Confédération peut légiférer afin de lutter contre l'octroi d'avantages fiscaux injustifiés.

Effet global du paquet fiscal sur l'impôt fédéral direct (splitting partiel 1.9) ¹

| Ensemble des contribuables | | Contribuables dont l'impôt est modifié | | | Contribuables dont l'impôt diminue | | | Contribuables dont l'impôt augmente | | |
|----------------------------|----------------|--|--------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|
| Tranches de revenu brut | Effectif | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % |
| 1 - 0 | 802 | - | - | 0,0% | - | - | 0,0% | - | - | 0,0% |
| 10 001 - 10 000 | 12'542 | - | - | 0,0% | - | - | 0,0% | - | - | 0,0% |
| 20 001 - 20 000 | 13'795 | 2'032 | -36 | -100,0% | 2'032 | -36 | -100,0% | - | - | 0,0% |
| 30 001 - 30 000 | 17'159 | 12'554 | -68 | -100,0% | 12'554 | -68 | -100,0% | - | - | 0,0% |
| 40 001 - 40 000 | 14'531 | 12'189 | -104 | -92,3% | 12'189 | -104 | -92,3% | - | - | 0,0% |
| 50 001 - 50 000 | 15'200 | 13'756 | -126 | -69,6% | 13'738 | -126 | -69,6% | 18 | 21 | 37,7% |
| 60 001 - 60 000 | 15'870 | 15'150 | -163 | -54,0% | 15'081 | -164 | -54,2% | 69 | 34 | 29,8% |
| 70 001 - 70 000 | 15'977 | 15'651 | -182 | -40,9% | 15'489 | -184 | -41,3% | 162 | 37 | 10,7% |
| 80 001 - 80 000 | 15'034 | 14'883 | -190 | -31,4% | 14'481 | -197 | -32,5% | 402 | 49 | 7,6% |
| 90 001 - 90 000 | 13'085 | 12'970 | -225 | -27,7% | 12'372 | -240 | -29,6% | 598 | 76 | 8,6% |
| 100 001 - 100 000 | 10'905 | 10'871 | -303 | -28,3% | 10'417 | -321 | -30,0% | 454 | 108 | 9,8% |
| 150 001 - 150 000 | 33'087 | 33'010 | -518 | -27,4% | 31'231 | -568 | -29,9% | 1'779 | 188 | 7,9% |
| 200 001 - 200 000 | 33'015 | 12'986 | -1'308 | -30,1% | 12'046 | -1'437 | -33,8% | 940 | 352 | 6,4% |
| 250 001 - 250 000 | 6'112 | 6'094 | -2'827 | -33,9% | 5'750 | -3'033 | -36,1% | 344 | 611 | 8,0% |
| 300 001 - 300 000 | 3'134 | 3'123 | -4'243 | -32,3% | 3'016 | -4'424 | -33,5% | 107 | 853 | 7,8% |
| 350 001 - 350 000 | 1'728 | 1'717 | -5'191 | -28,9% | 1'664 | -5'403 | -29,9% | 53 | 1'479 | 10,2% |
| 400 001 - 400 000 | 1'059 | 1'056 | -5'995 | -25,9% | 1'017 | -6'278 | -26,8% | 39 | 1'382 | 8,1% |
| 450 001 - 450 000 | 732 | 727 | -6'106 | -21,7% | 708 | -6'361 | -22,5% | 19 | 3'401 | 15,2% |
| 500 001 - 500 000 | 530 | 527 | -6'681 | -20,1% | 509 | -6'974 | -20,7% | 18 | 1'599 | 7,0% |
| 500 001 - 1 000 000 | 1'666 | 1'662 | -6'948 | -13,4% | 1'614 | -7'197 | -13,9% | 48 | 4'883 | 13,7% |
| Plus de 1 000 000 | 588 | 580 | -4'703 | -1,7% | 511 | -6'029 | -2,2% | 69 | 5'116 | 1,8% |
| Total | 206'531 | 171'538 | -700 | -20,1% | 166'419 | -733 | -21,8% | 5'119 | 372 | 5,0% |

¹ Les calculs ont été effectués avec les données concernant les taxations 2001, situation au 31/07/2003² Les montants négatifs traduisent, en moyenne, une baisse d'impôt pour les contribuables et les montants positifs, une hausse d'impôt

Effet global du paquet fiscal sur l'impôt fédéral direct (splitting partiel 1.9)¹

Contribuables seuls sans enfants

| Tranches de revenu brut | | Effectif | Contribuables dont l'impôt est modifié | | Contribuables dont l'impôt diminue | | Contribuables dont l'impôt augmente | | | |
|-------------------------|----------------|---------------|--|------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------------|--------------|--------------------------------------|------------------------------------|
| | Effectif | | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % |
| 0 | 621 | - | - | 0.0% | - | - | 0.0% | - | - | 0.0% |
| 1 | 10 000 | - | - | 0.0% | - | - | 0.0% | - | - | 0.0% |
| 10 001 | 11'595 | 2'031 | -36 | -100.0% | 2'031 | -36 | -100.0% | - | - | 0.0% |
| 20 001 | 12'426 | 12'457 | -68 | -100.0% | 12'457 | -68 | -100.0% | - | - | 0.0% |
| 30 001 | 15'016 | 10'467 | -110 | -92.8% | 10'467 | -110 | -92.8% | - | - | 0.0% |
| 40 001 | 40 000 | 10'355 | -139 | -68.4% | 10'351 | -139 | -68.4% | 4 | 23 | 34.1% |
| 50 001 | 50 000 | 10'355 | -139 | -68.4% | 10'351 | -139 | -68.4% | 4 | 23 | 34.1% |
| 60 001 | 60 000 | 10'543 | -185 | -51.3% | 10'521 | -185 | -51.3% | 22 | 63 | 50.3% |
| 70 001 | 70 000 | 9'689 | -193 | -34.4% | 9'524 | -195 | -34.7% | 65 | 59 | 10.1% |
| 80 001 | 80 000 | 8'140 | -154 | -19.6% | 7'851 | -161 | -20.6% | 289 | 55 | 6.7% |
| 90 001 | 90 000 | 6'247 | -142 | -13.0% | 5'747 | -161 | -14.6% | 500 | 83 | 8.4% |
| 100 001 | 100 000 | 4'500 | -199 | -13.2% | 4'145 | -226 | -14.8% | 355 | 119 | 9.4% |
| 150 001 | 150 000 | 9'581 | -247 | -9.1% | 8'203 | -322 | -11.9% | 1'378 | 198 | 7.2% |
| 200 001 | 200 000 | 2'319 | -375 | -6.2% | 1'617 | -686 | -11.9% | 702 | 342 | 5.1% |
| 250 001 | 250 000 | 964 | -536 | -5.2% | 715 | -944 | -8.8% | 269 | 549 | 6.1% |
| 300 001 | 300 000 | 511 | -879 | -5.7% | 424 | -1'197 | -7.5% | 81 | 783 | 6.0% |
| 350 001 | 350 000 | 277 | -1'061 | -5.4% | 232 | -1'471 | -7.2% | 41 | 1'259 | 7.6% |
| 400 001 | 400 000 | 166 | -1'162 | -4.8% | 136 | -1'760 | -6.9% | 30 | 1'546 | 7.8% |
| 450 001 | 450 000 | 127 | -1'036 | -3.4% | 110 | -1'761 | -5.7% | 17 | 3'652 | 15.5% |
| 500 001 | 500 000 | 84 | -1'362 | -4.1% | 71 | -1'830 | -5.3% | 13 | 1'193 | 4.3% |
| Plus de 1'000'000 | 125 | 310 | -1'693 | -3.4% | 284 | -2'232 | -4.3% | 26 | 4'188 | 11.5% |
| | | 122 | -2'348 | -1.3% | 107 | -3'859 | -2.1% | 15 | 8'431 | 5.9% |
| Total | 115'043 | 88'800 | -181 | -11.1% | 84'993 | -204 | -13.7% | 3'807 | 326 | 6.8% |

¹ Les calculs ont été effectués avec les données concernant les taxations 2001, situation au 31/07/2003² Les montants négatifs traduisent, en moyenne, une baisse d'impôt pour les contribuables et les montants positifs, une hausse d'impôt

Effet global du paquet fiscal sur l'impôt fédéral direct (splitting partiel 1.9)¹

| Contribuables seuls avec enfants | | Contribuables dont l'impôt est modifié | | | Contribuables dont l'impôt diminue | | | Contribuables dont l'impôt augmente | | |
|----------------------------------|---------------|--|--------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|
| Tranches de revenu brut | Effectif | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % |
| 1 | 0 | 37 | - | 0.0% | - | - | 0.0% | - | - | 0.0% |
| 10 001 - | 10 000 | 333 | - | 0.0% | - | - | 0.0% | - | - | 0.0% |
| 20 001 - | 20 000 | 468 | 1 | -100.0% | 1 | -32 | -100.0% | - | - | 0.0% |
| 30 001 - | 30 000 | 708 | 33 | -100.0% | 33 | -59 | -100.0% | - | - | 0.0% |
| 40 001 - | 40 000 | 962 | 210 | -100.0% | 210 | -73 | -100.0% | - | - | 0.0% |
| 50 001 - | 50 000 | 1'179 | 675 | -99.5% | 675 | -85 | -99.5% | - | - | 0.0% |
| 60 001 - | 60 000 | 1'336 | 1'200 | -98.1% | 1'200 | -133 | -98.1% | - | - | 0.0% |
| 70 001 - | 70 000 | 1'481 | 1'430 | -96.1% | 1'430 | -212 | -96.1% | - | - | 0.0% |
| 80 001 - | 80 000 | 1'331 | 1'319 | -90.8% | 1'319 | -335 | -90.8% | - | - | 0.0% |
| 90 001 - | 90 000 | 1'067 | 1'054 | -83.0% | 1'053 | -480 | -83.1% | 1 | 65 | 0.0% |
| 100 001 - | 100 000 | 771 | 765 | -76.3% | 763 | -617 | -76.4% | 2 | 43 | 24.8% |
| 150 001 - | 150 000 | 1'738 | 1'733 | -85.2% | 1'725 | -1'009 | -85.4% | 8 | 133 | 19.8% |
| 200 001 - | 200 000 | 457 | 456 | -55.3% | 450 | -2'254 | -55.5% | 6 | 157 | 14.2% |
| 250 001 - | 250 000 | 163 | 163 | -52.0% | 158 | -4'492 | -52.7% | 5 | 668 | 30.7% |
| 300 001 - | 300 000 | 81 | 81 | -46.9% | 81 | -6'216 | -46.9% | - | - | 0.0% |
| 350 001 - | 350 000 | 40 | 40 | -40.6% | 39 | -6'264 | -41.6% | 1 | 3'282 | 52.2% |
| 400 001 - | 400 000 | 34 | 34 | -34.4% | 34 | -7'810 | -34.4% | - | - | 0.0% |
| 450 001 - | 450 000 | 22 | 21 | -32.2% | 21 | -8'412 | -32.2% | - | - | 0.0% |
| 500 001 - | 500 000 | 13 | 12 | -30.2% | 12 | -9'888 | -30.2% | - | - | 0.0% |
| Plus de 1'000'000 | 1 000 000 | 58 | 58 | -18.6% | 57 | -8'653 | -18.9% | 1 | 2'854 | 10.4% |
| | | 17 | 17 | -1.5% | 15 | -10'973 | -1.6% | 2 | 1'077 | 0.6% |
| Total | 12'296 | 9'302 | -793 | -29.7% | 9'276 | -796 | -30.2% | 26 | 530 | 3.4% |

¹ Les calculs ont été effectués avec les données concernant les taxations 2001, situation au 31/07/2003² Les montants négatifs traduisent, en moyenne, une baisse d'impôt pour les contribuables et les montants positifs, une hausse d'impôt

Effet global du paquet fiscal sur l'impôt fédéral direct (splitting partiel 1.9)¹

| Couples sans enfants | | Contribuables dont l'impôt est modifié | | | Contribuables dont l'impôt diminue | | | Contribuables dont l'impôt augmente | | | |
|----------------------|---------------------|--|----------|--------------------------------------|------------------------------------|----------|--------------------------------------|-------------------------------------|----------|--------------------------------------|------------------------------------|
| | | Tranches de revenu brut | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % |
| 1 | 0 | 104 | - | - | 0,0% | - | - | - | - | - | 0,0% |
| | 10 000 | 424 | - | - | 0,0% | - | - | - | - | - | 0,0% |
| | 20 000 | 640 | - | - | 0,0% | - | - | - | - | - | 0,0% |
| | 30 000 | 1 076 | 60 | -37 | -100,0% | -37 | -100,0% | 60 | -37 | -100,0% | 0,0% |
| | 40 000 | 2 111 | 1'448 | -63 | -85,0% | -63 | -85,0% | 1'448 | -63 | -85,0% | 0,0% |
| | 50 000 | 2'659 | 2'413 | -86 | -69,8% | -86 | -69,8% | 2'399 | -87 | -70,1% | 39,1% |
| | 60 000 | 2'584 | 2'499 | -104 | -52,9% | -104 | -52,9% | 2'453 | -107 | -53,6% | 17,8% |
| | 70 000 | 2'993 | 2'961 | -159 | -47,1% | -159 | -47,1% | 2'865 | -165 | -48,2% | 22 |
| | 80 000 | 3'115 | 3'083 | -229 | -44,2% | -229 | -44,2% | 2'970 | -239 | -45,2% | 36 |
| | 90 000 | 2'977 | 2'952 | -291 | -39,7% | -291 | -39,7% | 2'861 | -301 | -40,5% | 39 |
| | 100 000 | 2'797 | 2'786 | -344 | -35,0% | -344 | -35,0% | 2'695 | -358 | -35,9% | 69 |
| | 150 000 | 9'680 | 9'662 | -554 | -29,0% | -554 | -29,0% | 9'328 | -580 | -29,9% | 156 |
| | 200 000 | 4'501 | 4'489 | -1'535 | -32,6% | -1'535 | -32,6% | 4'331 | -1'606 | -33,4% | 158 |
| | 250 000 | 2'116 | 2'110 | -3'372 | -37,1% | -3'372 | -37,1% | 2'070 | -3'451 | -37,6% | 40 |
| | 300 000 | 1'044 | 1'041 | -4'798 | -34,6% | -4'798 | -34,6% | 1'026 | -4'880 | -34,8% | 15 |
| | 350 000 | 591 | 584 | -5'848 | -30,9% | -5'848 | -30,9% | 582 | -5'874 | -31,0% | 2 |
| | 400 000 | 341 | 339 | -6'681 | -27,7% | -6'681 | -27,7% | 334 | -6'794 | -28,0% | 5 |
| | 450 000 | 209 | 209 | -6'939 | -23,3% | -6'939 | -23,3% | 209 | -6'939 | -23,3% | - |
| | 500 000 | 167 | 166 | -7'386 | -20,9% | -7'386 | -20,9% | 165 | -7'442 | -21,0% | 1 |
| | 500 001 - 1 000 000 | 566 | 565 | -7'739 | -15,0% | -7'739 | -15,0% | 559 | -7'930 | -15,3% | 6 |
| | Plus de 1'000'000 | 216 | 213 | -4'995 | -1,6% | -4'995 | -1,6% | 189 | -6'366 | -2,0% | 24 |
| | Total | 40'911 | 37'580 | -1'110 | -20,1% | -1'110 | -20,1% | 36'544 | -1'152 | -21,0% | 373 |

¹ Les calculs ont été effectués avec les données concernant les taxations 2001, situation au 31/07/2003² Les montants négatifs traduisent, en moyenne, une baisse d'impôt pour les contribuables et les montants positifs, une hausse d'impôt

Effet global du paquet fiscal sur l'impôt fédéral direct (splitting partiel 1.9)¹

| Couples avec enfants | | Contribuables dont l'impôt est modifié | | | Contribuables dont l'impôt diminue | | | Contribuables dont l'impôt augmente | | | |
|----------------------|-------------------|--|----------|--------------------------------------|------------------------------------|----------|--------------------------------------|-------------------------------------|----------|--------------------------------------|------------------------------------|
| | | Tranches de revenu brut | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % |
| | 0 | 40 | - | - | 0.0% | - | - | - | - | - | 0.0% |
| 1 | 10 000 | 190 | - | - | 0.0% | - | - | - | - | - | 0.0% |
| | 20 000 | 261 | - | - | 0.0% | - | - | - | - | - | 0.0% |
| | 30 000 | 359 | 4 | -37 | -100.0% | 4 | -37 | -100.0% | - | - | 0.0% |
| | 40 000 | 515 | 64 | -57 | -100.0% | 64 | -57 | -100.0% | - | - | 0.0% |
| | 50 000 | 762 | 313 | -79 | -96.6% | 313 | -79 | -96.6% | - | - | 0.0% |
| | 60 000 | 1'270 | 908 | -104 | -82.6% | 907 | -104 | -92.7% | 1 | 48 | 0.0% |
| | 70 000 | 1'835 | 1'671 | -135 | -84.7% | 1'670 | -135 | -84.7% | 1 | 20 | 56.8% |
| | 80 000 | 2'403 | 2'341 | -185 | -77.3% | 2'341 | -185 | -77.3% | - | - | 0.0% |
| | 90 000 | 2'750 | 2'717 | -249 | -69.0% | 2'711 | -250 | -69.1% | 6 | 56 | 38.5% |
| | 100 000 | 2'832 | 2'820 | -344 | -63.7% | 2'814 | -345 | -63.8% | 6 | 53 | 26.6% |
| | 120 000 | 2'058 | 12'034 | -635 | -49.6% | 11'975 | -639 | -49.8% | 59 | 143 | 22.1% |
| | 150 000 | 5'728 | 5'722 | -1'435 | -42.3% | 5'648 | -1'458 | -42.7% | 74 | 329 | 21.7% |
| | 200 000 | 2'843 | 2'837 | -3'130 | -43.8% | 2'807 | -3'174 | -44.1% | 30 | 977 | 42.1% |
| | 250 000 | 14'988 | 14'866 | -4'887 | -41.3% | 14'856 | -4'933 | -41.5% | 11 | 1'347 | 32.7% |
| | 300 000 | 820 | 820 | -6'057 | -35.9% | 811 | -6'148 | -36.2% | 9 | 2'177 | 26.7% |
| | 350 000 | 518 | 517 | -6'977 | -31.4% | 513 | -7'038 | -31.5% | 4 | 819 | 11.7% |
| | 400 000 | 374 | 370 | -7'245 | -27.2% | 368 | -7'292 | -27.3% | 2 | 1'269 | 10.4% |
| | 450 000 | 266 | 265 | -7'780 | -24.4% | 261 | -7'944 | -24.6% | 4 | 2'868 | 28.5% |
| | 500 000 | 729 | 729 | -8'222 | -15.9% | 714 | -8'482 | -16.2% | 15 | 4'158 | 12.8% |
| | Plus de 1'000'000 | 230 | 228 | -5'330 | -1.9% | 200 | -6'501 | -2.4% | 28 | 3'035 | 0.8% |
| | Total | 38'281 | 35'856 | -1'534 | -24.8% | 35'606 | -1'552 | -26.3% | 250 | 1'048 | 2.2% |

¹ Les calculs ont été effectués avec les données concernant les taxations 2001, situation au 31/07/2003² Les montants négatifs traduisent, en moyenne, une baisse d'impôt pour les contribuables et les montants positifs, une hausse d'impôt

Effet global du paquet fiscal sur l'impôt fédéral direct et sur l'impôt cantonal et communal sur le revenu (splitting partiel 1.9) ¹

| Ensemble des contribuables | | Contribuables dont l'impôt est modifié | | | Contribuables dont l'impôt diminue | | | Contribuables dont l'impôt augmente | | |
|----------------------------|----------|--|--------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|
| Tranches de revenu brut | Effectif | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % |
| 0 | 741 | - | - | 0.0% | - | - | 0.0% | - | - | 0.0% |
| 1 - 10 000 | 12'459 | 436 | -14 | -12.6% | 195 | -59 | -86.6% | 241 | 23 | 16.6% |
| 10 001 - 20 000 | 13'793 | 2'696 | -33 | -18.3% | 2'164 | -60 | -55.3% | 532 | 76 | 15.9% |
| 20 001 - 30 000 | 17'173 | 13'609 | -38 | -8.9% | 11'309 | -79 | -21.3% | 2'300 | 162 | 22.3% |
| 30 001 - 40 000 | 14'531 | 12'480 | 29 | 2.0% | 8'311 | -107 | -7.8% | 4'169 | 299 | 20.6% |
| 40 001 - 50 000 | 15'220 | 14'039 | 90 | 3.3% | 8'206 | -145 | -5.4% | 5'833 | 420 | 14.8% |
| 50 001 - 60 000 | 15'879 | 15'284 | 107 | 2.5% | 8'345 | -201 | -4.8% | 6'939 | 476 | 10.6% |
| 60 001 - 70 000 | 15'989 | 15'731 | 167 | 2.9% | 7'270 | -277 | -4.8% | 8'461 | 548 | 9.5% |
| 70 001 - 80 000 | 15'044 | 14'922 | 224 | 3.1% | 6'090 | -386 | -5.5% | 8'832 | 644 | 8.6% |
| 80 001 - 90 000 | 13'073 | 12'999 | 248 | 2.8% | 4'933 | -568 | -6.9% | 8'066 | 747 | 8.1% |
| 90 001 - 100 000 | 10'908 | 10'880 | 187 | 1.8% | 4'486 | -771 | -7.8% | 6'394 | 859 | 7.8% |
| 100 001 - 150 000 | 33'094 | 33'026 | -6 | 0.0% | 15'123 | -1'303 | -8.8% | 17'903 | 1'088 | 6.9% |
| 150 001 - 200 000 | 13'024 | 12'999 | -952 | -3.6% | 8'108 | -2'569 | -9.5% | 4'891 | 1'728 | 6.9% |
| 200 001 - 250 000 | 6'126 | 6'109 | -2'905 | -7.3% | 4'611 | -4'657 | -11.3% | 1'498 | 2'486 | 7.0% |
| 250 001 - 300 000 | 3'142 | 3'132 | -4'768 | -8.6% | 2'507 | -6'694 | -11.7% | 625 | 2'957 | 6.1% |
| 300 001 - 350 000 | 1'733 | 1'722 | -6'353 | -9.0% | 1'459 | -8'215 | -11.2% | 263 | 3'978 | 6.8% |
| 350 001 - 400 000 | 1'064 | 1'062 | -7'887 | -8.9% | 905 | -10'070 | -11.1% | 157 | 4'695 | 6.2% |
| 400 001 - 450 000 | 734 | 729 | -8'364 | -7.9% | 615 | -10'858 | -10.1% | 114 | 5'091 | 5.3% |
| 450 001 - 500 000 | 530 | 527 | -10'162 | -8.3% | 455 | -12'659 | -10.0% | 72 | 5'618 | 5.8% |
| 500 001 - 1 000 000 | 1'674 | 1'670 | -12'249 | -6.6% | 1'445 | -15'310 | -8.0% | 225 | 7'414 | 5.0% |
| Pilus de 1'000'000 | 600 | 592 | -14'505 | -1.4% | 493 | -20'199 | -1.8% | 99 | 13'851 | 1.8% |
| Total | 206'531 | 174'644 | -522 | -2.9% | 97'030 | -1'647 | -7.4% | 77'614 | 884 | 7.1% |

¹ Les calculs ont été effectués avec les données concernant les taxations 2001, situation au 31/07/2003. L'impact communal a été simulé en faisant l'hypothèse simplificatrice que tous les contribuables habitent et travaillent en Ville de Genève.

² Les montants négatifs traduisent, en moyenne, une baisse d'impôt pour les contribuables et les montants positifs, une hausse d'impôt.

Effet global du paquet fiscal sur l'impôt fédéral direct et sur l'impôt cantonal et communal sur le revenu (splitting partiel 1.9) ¹

| Contribuables seuls sans enfants | | Contribuables dont l'impôt est modifié | | | Contribuables dont l'impôt diminue | | | Contribuables dont l'impôt augmente | | | | |
|----------------------------------|----------------|--|------------------------------------|---------------|--------------------------------------|------------------------------------|---------------|--------------------------------------|------------------------------------|---------------|--------------------------------------|------------------------------------|
| Tranches de revenu brut | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % |
| 0 | 579 | - | 0,0% | - | - | 0,0% | - | - | 0,0% | - | - | 0,0% |
| 1 - 10 000 | 11'542 | 237 | -8,0% | 237 | -11 | -8,0% | 138 | 138 | 19,8% | 138 | 138 | 19,8% |
| 10 001 - 20 000 | 12'432 | 2'473 | -18,4% | 2'473 | -29 | -18,4% | 392 | 392 | 17,3% | 392 | 392 | 17,3% |
| 20 001 - 30 000 | 15'043 | 13'247 | -9,0% | 13'247 | -38 | -9,0% | 2'089 | 2'089 | 24,0% | 2'089 | 2'089 | 24,0% |
| 30 001 - 40 000 | 10'947 | 10'518 | 2,6% | 10'518 | 41 | 2,6% | 3'848 | 3'848 | 20,5% | 3'848 | 3'848 | 20,5% |
| 40 001 - 50 000 | 10'610 | 10'386 | 3,5% | 10'386 | 124 | 3,5% | 5'048 | 5'048 | 13,7% | 5'048 | 5'048 | 13,7% |
| 50 001 - 60 000 | 10'688 | 10'554 | 2,1% | 10'554 | 119 | 2,1% | 5'290 | 5'290 | 8,8% | 5'290 | 5'290 | 8,8% |
| 60 001 - 70 000 | 9'677 | 9'599 | 1,9% | 9'599 | 155 | 1,9% | 5'330 | 5'330 | 6,6% | 5'330 | 5'330 | 6,6% |
| 70 001 - 80 000 | 8'194 | 8'152 | 2,3% | 8'152 | 232 | 2,3% | 5'148 | 5'148 | 5,6% | 5'148 | 5'148 | 5,6% |
| 80 001 - 90 000 | 6'277 | 6'257 | 2,2% | 6'257 | 272 | 2,2% | 4'333 | 4'333 | 4,8% | 4'333 | 4'333 | 4,8% |
| 90 001 - 100 000 | 4'504 | 4'500 | 1,6% | 4'500 | 227 | 1,6% | 3'029 | 3'029 | 4,6% | 3'029 | 3'029 | 4,6% |
| 100 001 - 150 000 | 9'617 | 9'590 | 1,4% | 9'590 | 278 | 1,4% | 6'665 | 6'665 | 4,4% | 6'665 | 6'665 | 4,4% |
| 150 001 - 200 000 | 2'333 | 2'325 | 0,5% | 2'325 | 176 | 0,5% | 1'860 | 1'860 | 3,9% | 1'860 | 1'860 | 3,9% |
| 200 001 - 250 000 | 988 | 983 | 0,4% | 983 | 180 | 0,4% | 642 | 642 | 3,9% | 642 | 642 | 3,9% |
| 250 001 - 300 000 | 514 | 509 | -0,5% | 509 | -334 | -0,5% | 290 | 290 | 3,3% | 290 | 290 | 3,3% |
| 300 001 - 350 000 | 275 | 271 | -0,7% | 271 | -507 | -0,7% | 128 | 128 | 3,9% | 128 | 128 | 3,9% |
| 350 001 - 400 000 | 169 | 169 | -0,3% | 169 | -275 | -0,3% | 92 | 92 | 3,6% | 92 | 92 | 3,6% |
| 400 001 - 450 000 | 128 | 128 | 0,6% | 128 | 664 | 0,6% | 67 | 67 | 5,3% | 67 | 67 | 5,3% |
| 450 001 - 500 000 | 84 | 84 | -0,6% | 84 | -762 | -0,6% | 36 | 36 | 3,1% | 36 | 36 | 3,1% |
| 500 001 - 1 000 000 | 312 | 309 | -0,5% | 309 | -844 | -0,5% | 131 | 131 | 2,9% | 131 | 131 | 2,9% |
| Plus de 1'000'000 | 130 | 127 | -0,4% | 127 | -2'546 | -0,4% | 46 | 46 | 1,8% | 46 | 46 | 1,8% |
| Total | 115'043 | 90'418 | 1,1% | 90'418 | 120 | 1,1% | 44'402 | 44'402 | 5,1% | 44'402 | 44'402 | 5,1% |

¹ Les calculs ont été effectués avec les données concernant les taxations 2001, situation au 31/07/2003. L'impact communal a été simulé en faisant l'hypothèse simplificatrice que tous les contribuables habitent et travaillent en Ville de Genève.

² Les montants négatifs traduisent, en moyenne, une baisse d'impôt pour les contribuables et les montants positifs, une hausse d'impôt.

Effet global du paquet fiscal sur l'impôt fédéral direct et sur l'impôt cantonal et communal sur le revenu (splitting partiel 1.9) ¹

| Contribuables seuls avec enfants | | Contribuables dont l'impôt est modifié | | | Contribuables dont l'impôt diminue | | | Contribuables dont l'impôt augmente | | |
|----------------------------------|-----------|--|--------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|
| Tranches de revenu brut | Effectif | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % |
| 0 | 33 | - | - | 0.0% | - | - | 0.0% | - | - | 0.0% |
| 1 | 10 000 | 19 | -4 | -3.7% | 7 | -55 | -100.0% | 12 | 26 | 20.0% |
| 10 001 | 20 000 | 25 | 4 | 1.4% | 4 | -216 | -95.7% | 21 | 46 | 14.3% |
| 20 001 | 30 000 | 91 | 34 | 5.5% | 34 | -106 | -22.6% | 57 | 117 | 16.4% |
| 30 001 | 40 000 | 283 | 17 | 2.1% | 180 | -92 | -13.7% | 103 | 208 | 18.0% |
| 40 001 | 50 000 | 776 | 10 | 0.9% | 520 | -98 | -11.3% | 256 | 228 | 16.2% |
| 50 001 | 60 000 | 1'235 | 55 | 2.9% | 740 | -133 | -6.9% | 495 | 335 | 18.9% |
| 60 001 | 70 000 | 1'452 | 61 | 1.9% | 858 | -205 | -6.1% | 594 | 447 | 15.0% |
| 70 001 | 80 000 | 1'324 | 44 | 0.9% | 747 | -294 | -5.5% | 577 | 481 | 10.8% |
| 80 001 | 90 000 | 1'059 | -26 | -0.4% | 640 | -422 | -5.8% | 419 | 577 | 9.3% |
| 90 001 | 100 000 | 765 | -72 | -0.8% | 487 | -595 | -6.3% | 278 | 844 | 11.2% |
| 100 001 | 150 000 | 1'739 | -371 | -2.8% | 1'250 | -1'044 | -7.2% | 489 | 1'349 | 12.7% |
| 150 001 | 200 000 | 455 | -1'579 | -6.4% | 340 | -3'046 | -11.3% | 115 | 2'759 | 15.9% |
| 200 001 | 250 000 | 165 | -4'360 | -11.1% | 142 | -5'784 | -14.0% | 23 | 4'430 | 16.2% |
| 250 001 | 300 000 | 81 | -6'800 | -12.3% | 72 | -8'088 | -13.9% | 9 | 3'509 | 11.2% |
| 300 001 | 350 000 | 44 | -5'964 | -9.5% | 39 | -7'656 | -11.7% | 5 | 7'232 | 17.8% |
| 350 001 | 400 000 | 34 | -9'053 | -10.4% | 30 | -11'602 | -12.8% | 4 | 10'061 | 16.0% |
| 400 001 | 450 000 | 22 | -9'531 | -9.9% | 20 | -10'032 | -10.4% | 1 | 487 | 0.5% |
| 450 001 | 500 000 | 14 | -14'561 | -11.4% | 12 | -16'873 | -13.0% | 1 | 13'180 | 13.8% |
| 500 001 | 1 000 000 | 58 | -12'159 | -7.2% | 53 | -14'064 | -8.3% | 5 | 8'032 | 5.2% |
| Plus de 1'000'000 | 17 | 17 | -27'574 | -1.1% | 16 | -29'733 | -1.2% | 1 | 6'966 | 1.6% |
| Total | 12'296 | 9'656 | -479 | -3.4% | 6'191 | -11'54 | -6.2% | 3'465 | 728 | 12.4% |

¹ Les calculs ont été effectués avec les données concernant les taxations 2001, situation au 31/07/2003. L'impact communal a été simulé en faisant l'hypothèse simplificatrice que tous les contribuables habitent et travaillent en Ville de Genève.

² Les montants négatifs traduisent, en moyenne, une baisse d'impôt pour les contribuables et les montants positifs, une hausse d'impôt

Effet global du paquet fiscal sur l'impôt fédéral direct et sur l'impôt cantonal et communal sur le revenu (splitting partiel 1.9) ¹

| Couples sans enfants | | Contribuables dont l'impôt est modifié | | | Contribuables dont l'impôt diminue | | | Contribuables dont l'impôt augmente | | |
|-------------------------|-----------|--|--------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|
| Tranches de revenu brut | Effectif | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % |
| 0 | 97 | - | - | 0,0% | - | - | 0,0% | - | - | 0,0% |
| 1 | 10 000 | 145 | -15 | -22,0% | 73 | -39 | -91,8% | 72 | 8 | 8,8% |
| 10 001 | 20 000 | 139 | -83 | -17,2% | 55 | -319 | -80,5% | 84 | 71 | 13,0% |
| 20 001 | 30 000 | 221 | -65 | -8,2% | 98 | -280 | -68,2% | 123 | 106 | 9,7% |
| 30 001 | 40 000 | 1'563 | -41 | -16,0% | 1'382 | -84 | -58,8% | 181 | 283 | 24,9% |
| 40 001 | 50 000 | 2'518 | 0 | 0,1% | 2'061 | -109 | -37,7% | 457 | 492 | 41,5% |
| 50 001 | 60 000 | 2'528 | 135 | 12,7% | 1'605 | -128 | -20,0% | 923 | 592 | 33,0% |
| 60 001 | 70 000 | 2'971 | 368 | 15,7% | 1'004 | -266 | -13,3% | 1'967 | 692 | 27,5% |
| 70 001 | 80 000 | 3'093 | 497 | 12,1% | 890 | -413 | -10,6% | 2'203 | 865 | 20,7% |
| 80 001 | 90 000 | 2'955 | 590 | 9,6% | 763 | -704 | -11,9% | 2'192 | 1'040 | 16,7% |
| 90 001 | 100 000 | 2'793 | 618 | 7,2% | 752 | -818 | -9,9% | 2'041 | 1'147 | 13,2% |
| 100 001 | 150 000 | 9'656 | 413 | 2,8% | 3'045 | -1'385 | -8,7% | 6'611 | 1'241 | 8,6% |
| 150 001 | 200 000 | 4'498 | -878 | -3,2% | 2'865 | -2'428 | -8,0% | 1'633 | 1'842 | 8,2% |
| 200 001 | 250 000 | 2'119 | -3'503 | -8,3% | 1'771 | -4'796 | -10,8% | 348 | 3'078 | 10,6% |
| 250 001 | 300 000 | 1'043 | -5'606 | -9,8% | 910 | -6'948 | -11,5% | 133 | 3'575 | 9,5% |
| 300 001 | 350 000 | 584 | -7'751 | -10,5% | 536 | -8'819 | -11,6% | 48 | 4'169 | 8,3% |
| 350 001 | 400 000 | 344 | -9'687 | -10,7% | 319 | -10'943 | -11,7% | 25 | 6'348 | 12,4% |
| 400 001 | 450 000 | 209 | -11'138 | -10,0% | 196 | -12'116 | -10,7% | 13 | 3'598 | 4,6% |
| 450 001 | 500 000 | 165 | -12'492 | -9,7% | 153 | -13'896 | -10,6% | 12 | 5'399 | 5,7% |
| 500 001 | 1 000 000 | 570 | -15'038 | -8,0% | 536 | -16'735 | -8,8% | 34 | 11'712 | 9,2% |
| Plus de 1'000'000 | 218 | 215 | -18'374 | -1,6% | 198 | -22'597 | -1,9% | 17 | 30'808 | 3,5% |
| Total | 40'911 | 38'329 | -826 | -3,3% | 19'212 | -2'838 | -7,4% | 19'117 | 11'97 | 10,4% |

¹ Les calculs ont été effectués avec les données concernant les taxations 2001, situation au 31/07/2003. L'impact communal a été simulé en faisant l'hypothèse simplificatrice que tous les contribuables habitent et travaillent en Ville de Genève.

² Les montants négatifs traduisent, en moyenne, une baisse d'impôt pour les contribuables et les montants positifs, une hausse d'impôt

Effet global du paquet fiscal sur l'impôt fédéral direct et sur l'impôt cantonal et communal sur le revenu (splitting partiel 1.9) ¹

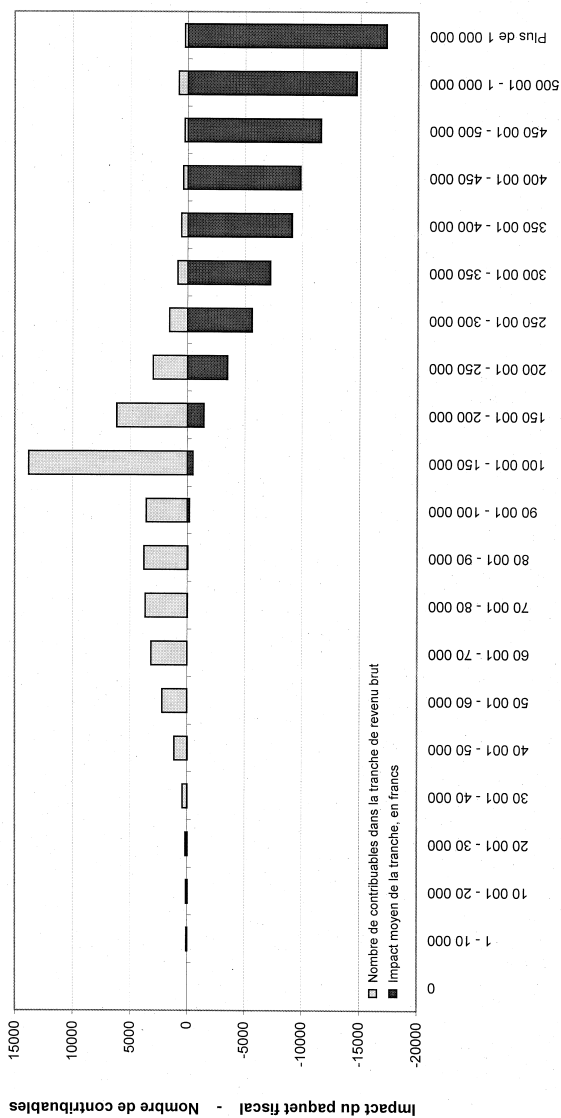
| Couples avec enfants | | Contribuables dont l'impôt est modifié | | | Contribuables dont l'impôt diminue | | | Contribuables dont l'impôt augmente | | |
|-------------------------|-----------|--|--------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|
| Tranches de revenu brut | Effectif | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ² | Variation moyenne de l'impôt, en % |
| 0 | 32 | - | - | 0.0% | - | - | 0.0% | - | - | 0.0% |
| 1 | 10 000 | 35 | -32 | -30.4% | 16 | -81 | -95.8% | 19 | 9 | 7.0% |
| 10 001 | 20 000 | 59 | -98 | -27.0% | 24 | -279 | -85.5% | 35 | 27 | 6.9% |
| 20 001 | 30 000 | 50 | -160 | -14.8% | 19 | -569 | -58.7% | 31 | 91 | 7.9% |
| 30 001 | 40 000 | 116 | -131 | -15.3% | 79 | -272 | -46.9% | 37 | 170 | 11.9% |
| 40 001 | 50 000 | 359 | -81 | -12.1% | 287 | -181 | -32.4% | 72 | 316 | 28.2% |
| 50 001 | 60 000 | 967 | -33 | -3.9% | 736 | -186 | -24.0% | 231 | 454 | 42.5% |
| 60 001 | 70 000 | 1709 | -26 | -1.6% | 1139 | -307 | -20.6% | 570 | 538 | 31.4% |
| 70 001 | 80 000 | 2'353 | -64 | -2.3% | 1'449 | -522 | -18.6% | 904 | 670 | 23.7% |
| 80 001 | 90 000 | 2'728 | -73 | -1.7% | 1'606 | -689 | -15.4% | 1'122 | 808 | 18.8% |
| 90 001 | 100 000 | 2'822 | -233 | -3.7% | 1'776 | -879 | -13.6% | 1'046 | 863 | 14.0% |
| 100 001 | 150 000 | 12'041 | -517 | -4.3% | 7'903 | -1'371 | -11.0% | 4'138 | 1'115 | 10.1% |
| 150 001 | 200 000 | 5'721 | -1'420 | -6.3% | 4'238 | -2'606 | -10.7% | 1'483 | 1'970 | 10.9% |
| 200 001 | 250 000 | 2'842 | -3'443 | -9.6% | 2'357 | -4'741 | -12.5% | 485 | 2'863 | 11.1% |
| 250 001 | 300 000 | 1'499 | -5'581 | -10.9% | 1'306 | -6'971 | -13.1% | 193 | 3'820 | 10.6% |
| 300 001 | 350 000 | 823 | -7'306 | -10.8% | 741 | -8'731 | -12.5% | 82 | 5'568 | 12.1% |
| 350 001 | 400 000 | 516 | -9'106 | -10.7% | 479 | -10'239 | -11.8% | 36 | 6'635 | 11.6% |
| 400 001 | 450 000 | 375 | -9'850 | -9.8% | 338 | -11'281 | -11.0% | 33 | 4'801 | 6.0% |
| 450 001 | 500 000 | 266 | -11'475 | -9.7% | 242 | -13'406 | -10.9% | 23 | 8'639 | 11.8% |
| 500 001 | 1 000 000 | 733 | -14'894 | -7.9% | 678 | -17'041 | -8.8% | 55 | 11'568 | 8.6% |
| Plus de 1'000'000 | 235 | 233 | -16'459 | -1.6% | 198 | -21'555 | -2.1% | 35 | 12'102 | 1.1% |
| Total | 38'281 | 36'241 | -1'816 | -6.3% | 25'611 | -3'141 | -9.1% | 10'630 | 1'377 | 8.9% |

¹ Les calculs ont été effectués avec les données concernant les taxations 2001, situation au 31/07/2003. L'impact communal a été simulé en faisant l'hypothèse simplificatrice que tous les contribuables habitent et travaillent en Ville de Genève.

² Les montants négatifs traduisent, en moyenne, une baisse d'impôt pour les contribuables et les montants positifs, une hausse d'impôt

ANNEXE 5

Répartition du nombre de contribuables et impact moyen du paquet fiscal, par tranche de revenu brut
Impact cantonal, communal et fédéral (hors épargne-logement et nouveaux propriétaires)
Contribuables seuls avec enfants et couples avec enfants



Paquet fiscal - récapitulatif des impacts fiscaux pour le canton (impôt cantonal et IFD)

| | Impôt cantonal | IFD (17 %) | Total |
|---|--------------------------|--------------------|--------------------|
| Imposition du logement | | | |
| Intérêts de dettes nouveaux propriétaires | -35'437'500 | -6'466'800 | -41'904'300 |
| Epargne-logement | -20'160'000 | -1'795'200 | -21'955'200 |
| Suppression valeur locative | -74'000'000 | -12'933'600 | -86'933'600 |
| Suppression intérêts des dettes logement | 73'000'000 | | |
| Limitation autres intérêts de dettes | 14'000'000 | 12'448'590 | 92'448'590 |
| Déductions frais d'entretien > 4'000.- | -7'000'000 | | |
| Total imposition du logement | -49'597'500 | -8'747'010 | -58'344'510 |
| Imposition de la famille | | | |
| Splitting partiel | -41'000'000 | | -41'000'000 |
| Déduction pour le travail du conjoint | 19'000'000 | | 19'000'000 |
| Déduction pour ménage | <i>arbitrage à faire</i> | | |
| Déduction primes caisse-maladie | 33'000'000 | -10'670'220 | 22'329'780 |
| Déduction famille monoparentale | <i>arbitrage à faire</i> | | |
| Déduction primes assurances-vie | 33'000'000 | | 33'000'000 |
| Déduction pour enfants | <i>arbitrage à faire</i> | -3'637'575 | -3'637'575 |
| Déduction pour frais de garde | -24'000'000 | -1'778'370 | -25'778'370 |
| Déduction générale | <i>arbitrage à faire</i> | -3'637'575 | -3'637'575 |
| Total imposition de la famille | 20'000'000 | -19'723'740 | 276'260 |
| Total général | -29'597'500 | -28'470'750 | -58'068'250 |

Les montants ICC ont été calculés par le Département des finances
 Le montant relatif aux intérêts de dettes nouveaux propriétaires est calculé sur la base de 1'500 nouveaux propriétaires par année
 Les montants IFD ressortent des projections non actualisées de l'Administration fédérale des contributions

Paquet fiscal - récapitulatif des impacts fiscaux ICC et IFD pour les contribuables

Dans le but d'établir les effets du paquet fiscal du point de vue du contribuable, le présent tableau est établi de la manière suivante :

*Reprise des données du tableau récapitulatif figurant en page 14

*Prise en compte de l'impôt communal, calculé par hypothèse sur la commune de Genève (45.5% de l'impôt cantonal de base soit 34.79% de l'impôt cantonal total)

*Prise en compte de la totalité de l'impôt fédéral direct.

| | Impôt cantonal | Impôt communal(GE) | IFD (100 %) | Total |
|---|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|
| <u>Imposition du logement</u> | | | | |
| Intérêts de dettes nouveaux propriétaires | -35'437'500 | -12'327'265 | -38'040'000 | -85'804'765 |
| Epargne-logement | -20'160'000 | -7'012'844 | -10'560'000 | -37'732'844 |
| Suppression valeur locative | -74'000'000 | -25'741'590 | -76'080'000 | -175'821'590 |
| Suppression intérêts des dettes logement | 73'000'000 | 25'393'731 | | |
| Limitation autres intérêts de dettes | 14'000'000 | 4'870'031 | 73'227'000 | 181'055'746 |
| Déductions frais d'entretien > 4'000.- | -7'000'000 | -2'435'015 | | |
| Total imposition du logement | -49'597'500 | -17'252'953 | -51'453'000 | -118'303'453 |
| <u>Imposition de la famille</u> | | | | |
| Splitting partiel | -41'000'000 | -14'262'232 | | -55'262'232 |
| Déduction pour le travail du conjoint | 19'000'000 | 6'609'327 | | 25'609'327 |
| Déduction pour ménage | arbitrage à faire | | | |
| Déduction primes caisse-maladie | 33'000'000 | 11'479'358 | -62'766'000 | -18'286'642 |
| Déduction famille monoparentale | arbitrage à faire | | | |
| Déduction primes assurances-vie | 33'000'000 | 11'479'358 | | 44'479'358 |
| Déduction pour enfants | arbitrage à faire | | -21'397'500 | -21'397'500 |
| Déduction pour frais de garde | -24'000'000 | -8'348'624 | -10'461'000 | -42'809'624 |
| Déduction générale | arbitrage à faire | | -21'397'500 | -21'397'500 |
| Total imposition de la famille | 20'000'000 | 6'957'187 | -116'022'000 | -89'064'813 |
| Total général | -29'597'500 | -10'295'766 | -167'475'000 | -207'368'266 |

Secrétariat du Grand Conseil**RD 495-A**

Date de dépôt: 24 février 2004

Messagerie

Rapport

de la Commission de la Commission fiscale chargée d'étudier le Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil concernant l'exercice du droit référendaire cantonal à l'encontre de la loi fédérale sur la modification d'actes concernant l'imposition du couple et de la famille, l'imposition du logement et les droits de timbre, du 20 juin 2003

Rapport de M^{me} Michèle Künzler

Mesdames et
Messieurs les députés,

Le rapport du Conseil d'Etat RD 495 a été étudié en deux temps. Une première fois le 26 août et le 2 septembre 2003, après avoir fait l'objet d'une communication le 24 juin, puis les 8 et 20 janvier et le 3 février 2004, sous la présidence de M. Roulet, puis celle de M. Blanc.

Assistent aux séances, M^{me} Vogt-Moor et MM. S. Tanner, R. Chirenti et D. Miceli.

Le procès-verbal était tenu par M^{me} Monin puis par M. Constant, que nous remercions.

L'objectif de la première étude était de juger de l'opportunité de s'associer au référendum des cantons, pour s'opposer à l'adoption de ces mesures fiscales. Le canton ne s'est finalement pas rallié à ce référendum qui a cependant abouti. C'est pourquoi les députés se sont penchés une nouvelle fois sur ce rapport qui avait été renvoyé en commission. Plusieurs hypothèses de travail sur les conséquences financières pour le canton de l'adoption de ce paquet fiscal étaient contestées; notamment le volet concernant les

déductions pour les nouveaux propriétaires. En effet, la première étude postulait un effet incitatif fort de ces mesures, et tablait sur un potentiel de 2500 nouveaux propriétaires. Ces chiffres ont été revus à la baisse et collent à la réalité actuelle, donc sans prévoir un accroissement de nouveaux propriétaires.

Par ailleurs, les conséquences sur l'imposition de la famille ont aussi été affinées. Genève constitue en effet un cas à part. Les déductions, notamment pour les familles, y sont plus importantes que dans les autres cantons. Aussi, certains députés avaient mis en lumière, lors de la première étude, que pour les familles genevoises ce serait plutôt, paradoxalement, une augmentation d'impôt. Cette affirmation avait suscité l'incrédulité, mais elle se vérifie par les chiffres par catégorie de contribuables (voir les chiffres détaillés plus loin).

L'objectif du présent rapport est de donner les informations nécessaires aux députés du Grand Conseil pour se déterminer d'une manière fondée, lors des prises de positions des partis en vue des votations du 16 mai.

Les impacts du paquet fiscal seront présentés en 10 chapitres, suivis de tableaux explicatifs pour certaines mesures, et de tableaux récapitulatifs pour conclure.

Préambule

Les mesures fédérales d'allègements fiscaux portent sur trois domaines distincts, dont les dispositions légales sont réunies en une seule loi (paquet fiscal):

- allègements fiscaux concernant le droit de timbre
- allègements fiscaux concernant les couples et les familles
- allègements fiscaux concernant le logement.

Les aspects concernant le droit de timbre ne seront pas repris dans le présent rapport puisqu'ils concernent uniquement une imposition fédérale. On peut noter que cette imposition est déjà en vigueur par le biais de mesures urgentes qui devraient être pérennisées.

Quant aux mesures fédérales concernant le logement, les couples et les familles, leur adoption aura des conséquences très importantes sur la législation cantonale, notamment l'abandon du double barème du fait du splitting ainsi que le réexamen du montant des déductions. Ces modifications devront à nouveau être soumises au vote populaire. Cela alors que le système fiscal actuel n'aura qu'un an d'existence.

Ces mesures fédérales ravivent le débat au sujet de la marge de manœuvre laissée aux cantons et des limites de l'harmonisation fiscale.

Ces mesures impliquent des pertes de rentrées fiscales à plusieurs niveaux. Les premières évaluations ne tenaient compte en fait que des pertes liées à l'impôt fédéral direct, et ignoraient les incidences sur l'impôt cantonal et communal.

Pour le canton de Genève on peut voir deux éléments importants. Premièrement, les mesures de politique du logement – qui n'ont rien à voir avec l'harmonisation fiscale – en faveur des nouveaux propriétaires et l'épargne logement occasionneront des pertes. Deuxièmement, l'imposition de la famille suscite des résultats paradoxaux : des augmentations d'impôts pour la plupart des familles et des baisses d'impôt pour quelques-unes.

Les données utilisées pour les simulations sont les données de l'année fiscale 2001, arrêtées au 31 juillet 2003. Les chiffres retenus concernent les contribuables déjà notifiés à ce moment-là, soit un peu moins de 210 000 contribuables.

Présentation détaillée des effets du paquet fiscal

A. Mesures concernant l'imposition des familles et des couples

1. Déductions des frais de garde

La déduction des frais de garde des enfants mineurs existe déjà sur le plan cantonal, mais le cercle des bénéficiaires est élargi, par rapport à la LIPP actuelle, aux couples mariés et aux familles monoparentales avec des enfants jusqu'à 16 ans.

Pour calculer l'incidence de l'élargissement de la déduction des frais de garde à toutes les familles, il a fallu, avec les données à disposition, faire certaines hypothèses quant aux charges de familles. Le département a considéré pour cette simulation uniquement les contribuables avec au moins un enfant de moins de 12 ans. Ne disposant pas de la date de naissance des enfants, le département n'a pris en compte que les charges actuellement déductibles, c'est à dire les frais de garde pour les enfants de moins de 12 ans. Mais on peut considérer que les frais de garde pour un enfant compris entre 12 et 16 ans sont limités. Par ailleurs, pour ces contribuables, les éventuelles autres charges de familles ont été assimilées à des enfants, en ne tenant compte que des charges entières, et des frais de garde ont été simulés pour ces enfants supplémentaires en se basant sur la répartition par âge des enfants dans le canton de Genève.

La déduction des frais de garde s'accompagnera d'une ordonnance sur laquelle les cantons ont été consultés parce que la mesure est relativement complexe. La déduction pour les frais de garde ne sera accordée que si les deux membres du couple ou la personne seule qui élève l'enfant a une activité lucrative, ce qui est en général la situation que l'on connaît à Genève. Toutefois, les personnes en formation ou en incapacité de gain pourront aussi en bénéficier.

Les frais de garde devront être justifiés, ce qui limite évidemment beaucoup les possibilités réelles de déductions puisqu'une part non négligeable de ces frais est liée à l'économie « souterraine ». Peut-être que le chèque-emploi nouvellement créé permettra de résoudre ce problème, mais beaucoup de députés en doutent.

Dans la pratique actuelle, les frais de garde sont plafonnés à 5000 F pour un contribuable dont le revenu brut n'excède pas 50 000 F ou plafonnés à 3500 F pour un contribuable dont le revenu brut dépasse 50 000 F. Actuellement seul les familles monoparentales bénéficient de cette mesure, si on étendait ce principe à toutes les familles, l'impact sur les finances cantonales serait de 13 millions de F. La proposition fédérale prévoit quant à elle des frais de garde plafonnés à 6 300 F, quel que soit le revenu brut du contribuable. L'impact pour le canton serait alors une perte de 24 millions de F.

En ce qui concerne la garde alternée, il y a au niveau fédéral une position très claire. Seul un des deux parents peut bénéficier de la déduction. Si la garde alternée est de 50/50, la Confédération tranche en faveur du parent qui a le plus de ressources. Le paquet fiscal confirme la pratique de l'IFD en matière de garde alternée, à savoir que seul l'un des deux parents, dans les couples séparés, peut faire valoir une charge de famille. La Confédération a pris position dans une circulaire du 20 janvier 2000. A ce jour, le Canton a une position plus souple, dans la mesure où il reconnaît dans certains cas la charge de famille pour les deux parents.

2. Limitation de la déduction des primes d'assurance-maladie.

Les primes d'assurance-maladie et accidents seraient limitées au montant moyen des primes de base cantonales, en l'occurrence 336,47 F pour un adulte, 243,57 F pour les jeunes adultes de 19 à 25 ans et 88,63 F pour les enfants jusqu'à 18 ans. Cette mesure augmentera les recettes fiscales de manière sensible. L'impact minimum est estimé à **33 millions de F**. L'estimation tient compte, comme indiqué, de la composition familiale de

chaque contribuable, étant donné que les primes d'assurance diffèrent en fonction de l'âge des contribuables.

Actuellement, le canton de Genève est le seul à permettre la déduction de la prime effective. De manière générale, la limitation forfaitaire au niveau de la prime moyenne induira une augmentation d'impôts forcément plus sensible pour les familles nombreuses. Cela pourrait conduire des contribuables à choisir des franchises plus élevées, leur permettant de déduire des frais médicaux plus importants.

3. Suppression de la déduction des primes d'assurance-vie et des intérêts échus des capitaux d'épargne.

Selon les calculs du département, la suppression de cette déduction donnerait un **supplément d'impôt de 33 millions**.

4. Introduction du splitting

Le splitting serait effectivement obligatoire pour les couples mariés. La loi précise qu'il faudrait aussi réduire l'impôt dans des proportions équivalentes pour les familles monoparentales. Elle laisse par contre le choix de la méthode. Il sera obligatoire de réduire l'impôt pour les familles monoparentales, par rapport aux célibataires, de même qu'il faudrait réduire l'impôt pour les couples mariés. Pour ces derniers, on impose le splitting sans dire dans quelle mesure il est partiel. Pour les familles monoparentales, il y a le choix de la méthode. Ainsi, dans l'absurde, on pourrait avoir un système de rabais d'impôt pour les familles monoparentales, un système de splitting pour les couples mariés et le système actuel pour les personnes célibataires

Au plan fédéral, il y aura un splitting au taux de 1,9. Les cantons auront le choix d'introduire un splitting partiel ou total (total étant 2, partiel étant tout ce qui est supérieur à 1). Par ailleurs, on introduit une déduction pour ménage afin de corriger, pour certaines catégories de contribuables, les effets pervers du splitting. Ces effets se font sentir en particulier pour les personnes seules qui se situent avant la classe moyenne. Par contre, la déduction pour travail du conjoint disparaît.

L'impact de l'introduction du splitting a été calculé. Deux hypothèses ont été envisagées. Pour le splitting partiel, l'assiette imposable a été divisée par 1,9. L'impôt a donc été calculé en utilisant le barème A. La perte de recettes se monte à **41 millions de F dans le cas du splitting partiel**. Il s'élève à **49 millions de F dans le cas du splitting total**. Là aussi les effets sont très différenciés selon les catégories de contribuables. On ne peut donc pas

prétendre qu'il s'agit d'une diminution d'impôts pour tous. Au contraire, une majorité de contribuables verrait ses impôts augmenter, et ce même parmi les couples avec enfants ! Cela tient sans doute à la suppression de la déduction pour le travail du conjoint qui a un impact important pour les classes moyennes et basses.

5. Suppression de la déduction pour travail du conjoint

Selon les calculs du département, la suppression de cette déduction donnerait un **supplément d'impôt de 19 millions de F**. Comme on peut le constater, l'impact est fort sur les bas revenus, qui ne bénéficient que peu de l'effet du splitting.

Les deux tableaux suivants détaillent les effets pour les familles, d'une part du splitting à 1,9 (choisi puisque taux identique à l'IFD) et d'autre part de la suppression du montant additionnel pour travail du conjoint. On peut constater évidemment qu'il s'agit d'une hausse d'impôt, qui n'est compensée par le splitting qu'à partir de la tranche de revenus bruts au-dessus de 150 000 F.

4.2 Introduction du splitting partiel (facteur de 1,9)

| Couples avec enfants | | Contribuables dont l'impôt est modifié | | | Contribuables dont l'impôt diminue | | | Contribuables dont l'impôt augmente | | |
|-------------------------|-----------|--|--------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------|------------------------------------|
| Tranches de revenu brut | | Effectif | Impact moyen, en francs ¹ | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ¹ | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs | Variation moyenne de l'impôt, en % |
| 0 | | | | 0,0% | | | 0,0% | | | |
| 1 | 10 000 | 42 | 4 | 4,3% | 1 | -1 | -100,0% | 41 | 4 | 4,3% |
| 10 001 | 20 000 | 58 | 12 | 3,8% | - | - | 0,0% | 58 | 12 | 3,8% |
| 20 001 | 30 000 | 48 | 28 | 3,2% | - | - | 0,0% | 48 | 28 | 3,2% |
| 30 001 | 40 000 | 68 | 32 | 2,7% | 1 | -0 | -5,0% | 67 | 32 | 2,7% |
| 40 001 | 50 000 | 148 | 22 | 2,0% | 5 | -0 | -1,3% | 143 | 23 | 2,0% |
| 50 001 | 60 000 | 508 | 18 | 1,6% | 7 | -1 | -1,5% | 501 | 18 | 1,6% |
| 60 001 | 70 000 | 1'262 | 19 | 1,3% | 15 | -0 | -1,6% | 1'247 | 19 | 1,3% |
| 70 001 | 80 000 | 2'122 | 23 | 1,1% | 20 | -5 | -0,3% | 2'102 | 23 | 1,1% |
| 80 001 | 90 000 | 2'637 | 24 | 0,8% | 101 | -12 | -0,5% | 2'536 | 25 | 0,8% |
| 90 001 | 100 000 | 2'814 | 16 | 0,4% | 406 | -17 | -0,4% | 2'408 | 22 | 0,5% |
| 100 001 | 150 000 | 12'118 | -99 | -1,2% | 9'779 | -127 | -1,5% | 2'339 | 18 | 0,4% |
| 150 001 | 200 000 | 5'707 | -506 | -3,5% | 5'618 | -514 | -3,5% | 89 | 24 | 0,5% |
| 200 001 | 250 000 | 2'786 | -1'102 | -5,1% | 2'776 | -1'106 | -5,1% | 10 | 28 | 0,6% |
| 250 001 | 300 000 | 1'398 | -1'810 | -6,1% | 1'393 | -1'816 | -6,1% | 5 | 25 | 0,6% |
| 300 001 | 350 000 | 791 | -2'593 | -6,7% | 790 | -2'596 | -6,7% | 2 | 2 | 2,5% |
| 350 001 | 400 000 | 486 | -3'310 | -7,0% | 485 | -3'317 | -7,0% | 1 | 38 | 1,3% |
| 400 001 | 450 000 | 372 | -3'970 | -7,2% | 372 | -3'970 | -7,2% | - | - | 0,0% |
| 450 001 | 500 000 | 254 | -4'725 | -7,2% | 253 | -4'744 | -7,2% | 1 | 46 | 1,1% |
| 500 001 | 1 000 000 | 698 | -6'833 | -6,6% | 698 | -6'833 | -6,6% | - | - | 0,0% |
| Plus de 1'000'000 | | 226 | -10'415 | -1,8% | 225 | -10'461 | -1,8% | 1 | 20 | 0,4% |
| Total | | 34'543 | -664 | -3,8% | 22'945 | -1'011 | -4,1% | 11'598 | 22 | 0,7% |

¹ Les montants négatifs traduisent, en moyenne, une baisse d'impôt pour les contribuables et les montants positifs, une hausse d'impôt

5. Suppression du montant additionnel pour travail du conjoint

Couples avec enfants

| Tranches de revenu brut | Contribuables dont l'impôt est modifié | | | Contribuables dont l'impôt diminue | | | Contribuables dont l'impôt augmente | | |
|-------------------------|--|--------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|
| | Effectif | Impact moyen, en francs ¹ | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ¹ | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ¹ | Variation moyenne de l'impôt, en % |
| 0 | - | - | 0,0% | - | - | 0,0% | - | - | 0,0% |
| 1 - 10 000 | 3 | 9 | 6,4% | - | - | 0,0% | 3 | - | 6,4% |
| 10 001 - 20 000 | 15 | 43 | 14,3% | - | - | 0,0% | 15 | 43 | 14,3% |
| 20 001 - 30 000 | 18 | 92 | 12,9% | - | - | 0,0% | 18 | 92 | 12,9% |
| 30 001 - 40 000 | 19 | 120 | 9,6% | - | - | 0,0% | 19 | 120 | 9,6% |
| 40 001 - 50 000 | 62 | 276 | 22,3% | - | - | 0,0% | 62 | 276 | 22,3% |
| 50 001 - 60 000 | 226 | 403 | 49,3% | - | - | 0,0% | 226 | 403 | 49,3% |
| 60 001 - 70 000 | 570 | 469 | 41,3% | - | - | 0,0% | 570 | 469 | 41,3% |
| 70 001 - 80 000 | 1 079 | 511 | 25,2% | - | - | 0,0% | 1 079 | 511 | 25,2% |
| 80 001 - 90 000 | 1 551 | 535 | 17,6% | - | - | 0,0% | 1 551 | 535 | 17,6% |
| 90 001 - 100 000 | 1 853 | 539 | 12,3% | - | - | 0,0% | 1 853 | 539 | 12,3% |
| 100 001 - 150 000 | 9 198 | 546 | 6,7% | - | - | 0,0% | 9 198 | 546 | 6,7% |
| 150 001 - 200 000 | 4 526 | 549 | 3,8% | - | - | 0,0% | 4 526 | 549 | 3,8% |
| 200 001 - 250 000 | 2 055 | 551 | 2,6% | - | - | 0,0% | 2 055 | 551 | 2,6% |
| 250 001 - 300 000 | 987 | 549 | 1,9% | - | - | 0,0% | 987 | 549 | 1,9% |
| 300 001 - 350 000 | 514 | 546 | 1,4% | - | - | 0,0% | 514 | 546 | 1,4% |
| 350 001 - 400 000 | 279 | 550 | 1,2% | - | - | 0,0% | 279 | 550 | 1,2% |
| 400 001 - 450 000 | 207 | 550 | 1,0% | - | - | 0,0% | 207 | 550 | 1,0% |
| 450 001 - 500 000 | 129 | 555 | 0,9% | - | - | 0,0% | 129 | 555 | 0,9% |
| 500 001 - 1 000 000 | 303 | 543 | 0,6% | - | - | 0,0% | 303 | 543 | 0,6% |
| Plus de 1 000 000 | 70 | 551 | 0,2% | - | - | 0,0% | 70 | 551 | 0,2% |
| Total | 23 664 | 539 | 3,8% | - | - | 0,0% | 23 664 | 539 | 3,8% |

¹ Les montants négatifs traduisent, en moyenne, une baisse d'impôt pour les contribuables et les montants positifs, une hausse d'impôt.

6. Limitation des intérêts de dettes à concurrence du rendement brut de la fortune

Le droit fiscal actuel permet de déduire les intérêts de dettes à concurrence du revenu brut de la fortune, augmentés de 50 000 F. Cette marge serait supprimée par le paquet fiscal.

Selon les calculs du département, cette limitation conduirait à un **supplément d'impôt de 14 millions de F.**

B. Imposition du logement

Mesures d'harmonisation fiscale

7. Suppression de l'imposition de la valeur locative, de la déduction des intérêts des dettes se rapportant au financement de son logement, et de la déduction des charges et frais d'entretien

L'imposition du logement connaîtrait une transformation radicale du système. On passerait de l'imposition de la valeur locative, avec son corollaire, la déduction des intérêts liés au logement, à la suppression de la prise en compte de la valeur locative, mais aussi évidemment à l'impossibilité de déduire les intérêts liés à l'acquisition de son logement.

Cette disposition est à Genève, contrairement à d'autres cantons, fiscalement pratiquement neutre. Mais pour les contribuables pris un à un, cette mesure n'est bien entendu pas neutre. Les personnes qui n'ont plus hypothèques sur leur maison, notamment les retraités qui ont acquis leur bien immobilier il y a longtemps, seraient gagnantes. En effet, leurs revenus ne seraient plus augmentés d'une valeur locative.

Par contre, celles qui sont lourdement endettées, avant 1998, verraient leurs impôts augmenter puisqu'elles ne pourraient plus déduire les intérêts liés au logement.

Ce changement de système pourrait être acceptable pour Genève puisque le différentiel s'élèverait à 1 million. Cela aurait le mérite de baser le calcul de l'impôt sur des valeurs objectives et non des valeurs contestées telle que la valeur locative.

8. Déduction de frais d'entretien

La déduction des frais d'entretien disparaît sauf pour ceux qui dépassent 4000 F par an. Cette mesure codifie par ailleurs la pratique Dumont, qui est de dire que tous les frais d'entretien engagés dans l'acquisition de

l'immeuble sont considérés comme non déductibles parce qu'étant des rattrapages d'entretien non effectués par l'ancien propriétaire. C'est la règle de base qui se retrouvera dans le texte de loi. Actuellement, seule la jurisprudence codifie cette pratique. La déduction des frais d'entretien est contestable si elle n'est pas plafonnée. De plus, il semble que plusieurs avis de droit concluent à une inégalité de traitement entre locataires et propriétaires si cette mesure ainsi que celle de la déductibilité des intérêts étaient maintenues en l'absence de la taxation de la valeur locative.

Cette mesure entraînerait une diminution de recettes de 7 millions.

Mesures d'encouragement à l'accession à la propriété de son logement

9. Impact de la déduction des intérêts de dette pour les nouveaux propriétaires

En septembre 2003, le département avait présenté à la commission les chiffrages concernant l'imposition du logement. En l'absence de statistiques ou de données chiffrées offrant une certitude, il avait fallu se fonder sur un certain nombre d'hypothèses. Un des points de discussion essentiels avait été le nombre de nouveaux propriétaires potentiellement concernés par le paquet fiscal. L'an passé, le département était parti sur le chiffre de 2500 nouveaux propriétaires. Ce chiffre se basait sur les éléments retenus pour l'initiative « Logement pour tous » en 1998, soit un nombre de 2200 nouveaux propriétaires. Ce chiffre a donc été « poussé » à 2500 pour tenir compte de l'effet incitatif dont se réclame le paquet fiscal. Cette hypothèse a été contestée. Le département des finances a examiné la question avec des experts de l'observatoire fiscal et des représentants de la CGI.

Le département des finances s'est finalement basé sur les données de l'OCSTAT. En considérant le nombre d'acquisitions d'immeubles au cours des dix dernières années, il a retenu les profils pertinents, à savoir les immeubles à logement unique, tels les PPE, et les acquisitions par des personnes privées. En se basant sur ces éléments, le département est arrivé à un chiffre de 1384 nouveaux propriétaires par année. Il a semblé correct de se fonder sur ce chiffre, et de considérer en conséquence un scénario de 1500 nouveaux propriétaires.

Il convient d'ajouter un deuxième élément important, à savoir le taux d'impôt retenu. Dans les premières hypothèses, c'est un taux de 24% qui avait été pris en compte pour l'impôt cantonal. Il s'agit d'un taux moyen supérieur. Pour prendre en compte ces chiffres avec un peu de prudence supplémentaire, le département a retenu un taux de 21%, soit le taux applicable à l'assiette fiscale, taux qui correspond à des niveaux de revenus

imposables de l'ordre de 130 000 F pour une personne seule, et de 135 000 F pour un couple marié. Il s'agit en l'occurrence du taux marginal. S'agissant de nouveaux propriétaires, il a également fallu retenir un profil-type d'immeuble, en termes de coût d'acquisition et de financement. Le département a donc considéré un coût d'acquisition de 600 000 F, qui paraît raisonnable au vu du marché actuel. Comme standard de financement, c'est un endettement de 80% qui a été retenu, soit 20% de fonds propres et 80% de fonds étrangers, et un taux fixe de 4%, plus élevé que le taux hypothécaire actuel. Les dispositions légales ont été appliquées sur cette base, lesquelles disposent que l'on peut déduire pendant dix ans, pour les nouveaux propriétaires, les intérêts servant à financer l'immeuble, mais à concurrence de 15 000 F pour un couple les cinq premières années et ensuite dégressif les cinq années suivantes pour arriver à une déduction de 0 dès la onzième année. Pour une personne seule, on tiendra compte de la moitié du montant, soit 7500 F.

Avec les nouveaux « wagons » qui s'accrochent et les anciens qui se décrochent au fur et à mesure, les pleins effets de la loi se font sentir à partir de la dixième année pour arriver à une assiette fiscale diminuée de 168,75 millions de F, correspondant, si les hypothèses prises en compte se réalisent, aux intérêts déductibles.

En raison de cette diminution, les recettes fiscales baisseraient de 35 millions de F. Ce chiffre remplace les 67,5 millions de F figurant dans le rapport. Cette différence est liée en partie, pour 4 à 5 millions de F, au taux qui est passé de 24% à 21%, mais essentiellement aux 1500 propriétaires mentionnés aujourd'hui, représentant 60% des 2500 propriétaires retenus précédemment.

Au cours de l'étude il est cependant apparu que les effets de la loi seraient immédiats, car la loi s'appliquerait non seulement aux nouveaux propriétaires, mais aussi aux propriétaires récents. Par exemple un propriétaire qui aurait acquis son immeuble 7 ans avant l'entrée en vigueur de la loi, bénéficierait de la mesure pendant 3 ans.

Il faut cependant préciser que ces intérêts ne sont actuellement pas fiscalisés, puisque nous nous situons dans un système qui implique la taxation de la valeur locative.

Il est en principe admis qu'un système ne devrait pas être hybride. Maintenir dans le nouveau système la déduction des intérêts pour les nouveaux propriétaires, telle qu'elle existe actuellement, constitue donc une distorsion de l'imposition. Ce maintien proposé est donc un encouragement

aux nouveaux propriétaires, autrement dit une mesure de politique du logement, et non pas d'harmonisation fiscale.

Les tableaux avec les chiffrages revus à la baisse ; c'est à dire avec un nombre de nouveaux propriétaires fixés à 1500 au lieu de 2500, et un taux d'imposition fixé à 21% au lieu de 24% figurent aux pages suivantes.

Paquet fiscal - imposition du logement - ICC (1)

Impact de la déduction des intérêts de dette pour les nouveaux propriétaires

Hypothèses de travail

* nombre de nouveaux propriétaires par année (hypothèse, tous des couples mariés ou concubins) : **1500**

* prix d'achat moyen = Frs 600'000.--

* fonds étrangers = 80 %, soit Frs 480'000.--

* taux d'intérêts moyen = 4 % sur Frs 480'000.--, soit intérêt annuel Frs 19'200.-- / plafonné à Frs 15'000.--

* pas de remboursement de l'hypothèque

intérêts maximum déductibles les 5 premières années

intérêts maximum déductibles la 6e année

intérêts maximum déductibles la 7e année

intérêts maximum déductibles la 8e année

intérêts maximum déductibles la 9e année

intérêts maximum déductibles la 10e année

intérêts ne sont plus déductibles au-delà de la 10e année

SFr. 15'000

SFr. 12'500

SFr. 10'000

SFr. 7'500

SFr. 5'000

SFr. 2'500

SFr. 0

la loi est mal formulée sur ce point, puisqu'elle prévoit une réduction de 20 % par an, les 5 dernières années (réduction effective de 16,66 % /an)

| Années | 1'500 x intérêts annuels déductibles | | | | | | | | | | |
|--------------|--------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 |
| 1 | 22'500'000 | 22'500'000 | 22'500'000 | 22'500'000 | 22'500'000 | 18'750'000 | 15'000'000 | 11'250'000 | 7'500'000 | 3'750'000 | 0 |
| 2 | | 22'500'000 | 22'500'000 | 22'500'000 | 22'500'000 | 22'500'000 | 18'750'000 | 15'000'000 | 11'250'000 | 7'500'000 | 3'750'000 |
| 3 | | | 22'500'000 | 22'500'000 | 22'500'000 | 22'500'000 | 22'500'000 | 18'750'000 | 15'000'000 | 11'250'000 | 7'500'000 |
| 4 | | | | 22'500'000 | 22'500'000 | 22'500'000 | 22'500'000 | 22'500'000 | 18'750'000 | 15'000'000 | 11'250'000 |
| 5 | | | | | 22'500'000 | 22'500'000 | 22'500'000 | 22'500'000 | 22'500'000 | 18'750'000 | 15'000'000 |
| 6 | | | | | | 22'500'000 | 22'500'000 | 22'500'000 | 22'500'000 | 22'500'000 | 18'750'000 |
| 7 | | | | | | | 22'500'000 | 22'500'000 | 22'500'000 | 22'500'000 | 18'750'000 |
| 8 | | | | | | | | 22'500'000 | 22'500'000 | 22'500'000 | 18'750'000 |
| 9 | | | | | | | | | 22'500'000 | 22'500'000 | 18'750'000 |
| 10 | | | | | | | | | | 22'500'000 | 18'750'000 |
| 11 | | | | | | | | | | | 15'000'000 |
| Total | 22'500'000 | 45'000'000 | 67'500'000 | 90'000'000 | 112'500'000 | 131'250'000 | 146'250'000 | 157'500'000 | 165'000'000 | 168'750'000 | 168'750'000 |

Paquet fiscal - imposition du logement - ICC (3)
Impact de la déduction des intérêts de dette pour les nouveaux propriétaires (suite)

Calcul de l'impact fiscal ICC en Frs. par année

| Années | Impact total / année | Impact en Frs en Frs | Impact en Frs cumulé |
|--------|----------------------|----------------------|----------------------|
| 1 | 22'500'000 | 4'725'000 | 4'725'000 |
| 2 | 45'000'000 | 9'450'000 | 14'175'000 |
| 3 | 67'500'000 | 14'175'000 | 28'350'000 |
| 4 | 90'000'000 | 18'900'000 | 47'250'000 |
| 5 | 112'500'000 | 23'625'000 | 70'875'000 |
| 6 | 131'250'000 | 27'562'500 | 98'437'500 |
| 7 | 146'250'000 | 30'712'500 | 129'150'000 |
| 8 | 157'500'000 | 33'075'000 | 162'225'000 |
| 9 | 165'000'000 | 34'650'000 | 196'875'000 |
| 10 | 168'750'000 | 35'437'500 | 232'312'500 |
| 11 | 168'750'000 | 35'437'500 | 267'750'000 |

* taux considéré = 21 %

taux marginal impôt cantonal, centimes additionnels compris, atteint respectivement avec un revenu imposable de :
 130'000.- au barème célibataire
 135'000.- au barème marié

Calcul de l'impact fiscal IFD en Frs. par année

L'impact IFD retenu ressort des chiffres fournis par l'AFC-BE - voir tableau récapitulatif p. 14

10. Déduction des cotisations de l'épargne-logement

La mesure vise à permettre au contribuable qui désire ultérieurement acquérir un logement de constituer des fonds propres. Cependant le système est loin d'être défini au niveau légal. L'épargne-logement est une espèce de prolongation du troisième pilier lié. Aujourd'hui, la personne affiliée à un deuxième pilier cotise 6000 F environ par année. Il est proposé de tripler de cette limite. Il serait donc possible de cotiser – et de déduire du revenu – 12 000 F supplémentaires par personne chaque année. Il y aurait exonération de l'impôt sur la fortune. En revanche, il y aurait une imposition à la sortie, sauf si l'épargne est investie dans l'acquisition du logement. Dans ce cas, elle est reportée ou exonérée, le texte de loi n'est pas explicite.

C'est un aspect important du paquet fiscal, mais qui doit également se fonder sur des hypothèses. On cherche en effet à inciter, par le biais de mesures fiscales, une épargne supplémentaire de la part des contribuables, épargne destinée à l'investissement dans le logement. Ainsi, en prenant pour base le bassin de la population genevoise, le département a considéré qu'il y avait 8000 personnes physiques qui profiteraient chaque année de cette mesure.

Le département s'est fondé sur le texte de loi et ses principes. La cotisation est possible en proportion du salaire coordonné de prévoyance, qui était de 75 960 F en 2002. Elle est possible à concurrence de 16% de ce montant-là, à titre d'épargne-logement déductible, ce qui donne un montant de 12 000 F environ.

On peut estimer que 8000 contribuables seraient incités à cotiser. En admettant qu'ils cotisent le maximum possible, cela donnerait des cotisations annuelles totales de 96 millions. Cette diminution de l'assiette fiscale de 96 millions de F entraîne, compte tenu d'un taux d'imposition de 21%, **20,16 millions de F de recettes fiscales en moins**. Le même calcul a été fait pour l'IFD. Cela donne, pour la part reversée au Canton, une diminution annuelle de recettes **de 3,168 millions de F**.

Une deuxième variante a été étudiée. Le département a considéré une cotisation de la moitié du maximum, soit 6000 F à la place de 12 000 F. L'impact fiscal serait bien sûr réduit de moitié.

Certains contestent l'addition de l'impact des mesures pour les nouveaux propriétaires et de l'impact des mesures pour l'épargne logement. Pourtant cette addition paraît logique. Ces 8000 épargnants feront partie plus tard des 1 500 nouveaux propriétaires.

Il faut rappeler ici que le Conseil fédéral avait exprimé son désaccord sur cette mesure en la déclarant incompatible avec un système fiscal dans lequel

la valeur locative n'est pas un revenu imposable. De surcroît il estimait que c'est accorder un privilège exorbitant que d'autoriser la déduction du revenu des sommes versées sur le compte épargne-logement, puis d'exonérer ce capital de tout impôt sur le revenu en renonçant en plus à imposer la valeur d'usage.

Présentation des annexes

La première série de tableaux annexés indique les effets du paquet fiscal pour chaque contribuable.

Mises à part les mesures d'incitation à l'acquisition du logement toutes les autres mesures ont été appliquées. Par convention, on a appliqué le même taux de splitting que pour IFD (1,9). On constate que 75 % des contribuables verraient leurs impôts augmenter et 25% auraient une diminution. Ces effets seraient encore amplifiés par les parts communales et fédérales.

Pour les familles, la situation doit être péjorée puisque l'on a considéré dans ce tableau une déduction maximale des frais de garde. Les familles les moins aisées verraient leurs contributions augmenter dans des proportions non négligeables (>20%), de plusieurs centaines de francs.

La deuxième série de tableaux indique les effets globaux corrigés.

Est indiqué tout d'abord le manque à gagner pour les finances cantonales. L'impact sur les finances communales n'est pas inclus.

Ensuite sont montrés les effets totaux du paquet fiscal, c'est-à-dire la diminution globale de l'argent dû par le contribuable genevois.

En conséquence, la Commission fiscale vous recommande, Mesdames et Messieurs les députés, de prendre acte de ce rapport.

Effet global du paquet fiscal sur l'impôt cantonal sur le revenu (splitting partiel 1.9)

| Ensemble des contribuables | | Contribuables dont l'impôt est modifié | | | Contribuables dont l'impôt diminue | | | Contribuables dont l'impôt augmente | | |
|----------------------------|-------------------|--|--------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|
| Tranches de revenu brut | | Effectif | Impact moyen, en francs ¹ | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ¹ | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ¹ | Variation moyenne de l'impôt, en % |
| 0 | | - | - | 0.0% | - | - | 0.0% | - | - | 0.0% |
| 1 | 10 000 | 527 | -32 | -32.0% | 259 | -83 | -89.7% | 268 | 17 | 15.7% |
| | 20 000 | 765 | -61 | -15.1% | 180 | -444 | -82.0% | 585 | 57 | 15.7% |
| 10 001 | 30 000 | 3 392 | 70 | 11.3% | 211 | -518 | -59.8% | 3 181 | 109 | 18.1% |
| | 40 000 | 7 152 | 160 | 14.3% | 354 | -523 | -47.7% | 6 798 | 196 | 17.5% |
| 30 001 | 50 000 | 9 586 | 219 | 10.2% | 618 | -636 | -36.2% | 8 968 | 278 | 12.8% |
| | 60 000 | 11 844 | 252 | 7.8% | 730 | -672 | -24.6% | 11 114 | 313 | 9.5% |
| 50 001 | 70 000 | 13 773 | 288 | 7.2% | 1 072 | -658 | -21.9% | 12 701 | 368 | 9.0% |
| | 80 000 | 13 786 | 332 | 6.8% | 1 511 | -677 | -18.8% | 12 275 | 457 | 9.0% |
| 70 001 | 90 000 | 12 325 | 366 | 6.2% | 1 762 | -694 | -15.6% | 10 563 | 543 | 8.8% |
| | 100 000 | 10 477 | 384 | 5.5% | 2 014 | -676 | -12.0% | 8 463 | 637 | 8.7% |
| 90 001 | 150 000 | 32 272 | 386 | 3.9% | 9 195 | -778 | -8.2% | 23 077 | 850 | 8.3% |
| | 200 000 | 12 627 | 266 | 1.6% | 5 082 | -1 131 | -6.6% | 7 545 | 1 207 | 7.5% |
| 150 001 | 250 000 | 5 776 | -92 | -0.4% | 3 043 | -1 564 | -6.2% | 2 733 | 1 547 | 6.9% |
| | 300 000 | 2 910 | -445 | -1.4% | 1 725 | -2 106 | -6.2% | 1 185 | 1 973 | 6.8% |
| 250 001 | 350 000 | 1 587 | -993 | -2.5% | 1 039 | -2 703 | -6.3% | 2 247 | 2 247 | 6.3% |
| | 400 000 | 996 | -1 438 | -2.9% | 672 | -3 390 | -6.5% | 324 | 2 612 | 6.1% |
| 350 001 | 450 000 | 677 | -1 775 | -3.1% | 473 | -3 862 | -6.4% | 204 | 3 062 | 5.8% |
| | 500 000 | 515 | -2 835 | -4.3% | 371 | -5 247 | -7.4% | 144 | 3 381 | 6.0% |
| 450 001 | 1 000 000 | 1 555 | -4 136 | -4.1% | 1 202 | -6 429 | -6.1% | 353 | 3 673 | 4.3% |
| | Plus de 1 000'000 | 560 | -7 441 | -1.3% | 434 | -11 542 | -1.9% | 126 | 6 685 | 1.4% |
| Total | | 143 102 | 148 | 1.2% | 31 947 | -1 518 | -5.6% | 111 155 | 627 | 7.7% |

¹Les montants négatifs traduisent, en moyenne, une baisse d'impôt pour les contribuables et les montants positifs, une hausse d'impôt

Effet global du paquet fiscal sur l'impôt cantonal sur le revenu (splitting partiel 1.9)

Contribuables seuls
sans enfants

| Tranches de revenu brut | | Effectif | Impact moyen, en francs ¹ | Variation moyenne de l'impôt, en % |
|-------------------------|---------------------|---------------|---|--|
| 0 | | - | - | 0.0% |
| 1 | - 10 000 | 294 | -33 | -27.5% |
| | 10 001 - 20 000 | 527 | -45 | -10.7% |
| | 20 001 - 30 000 | 3 103 | 84 | 13.8% |
| | 30 001 - 40 000 | 6 666 | 169 | 14.9% |
| | 40 001 - 50 000 | 8 296 | 229 | 9.8% |
| | 50 001 - 60 000 | 8 893 | 262 | 6.7% |
| | 60 001 - 70 000 | 8 387 | 285 | 5.2% |
| | 70 001 - 80 000 | 7 273 | 326 | 4.7% |
| | 80 001 - 90 000 | 5 670 | 331 | 3.9% |
| | 90 001 - 100 000 | 4 115 | 355 | 3.6% |
| | 100 001 - 150 000 | 8 874 | 423 | 3.2% |
| | 150 001 - 200 000 | 2 038 | 514 | 2.5% |
| | 200 001 - 250 000 | 870 | 534 | 1.9% |
| | 250 001 - 300 000 | 440 | 408 | 1.1% |
| | 300 001 - 350 000 | 211 | 696 | 1.6% |
| | 350 001 - 400 000 | 158 | 672 | 1.3% |
| | 400 001 - 450 000 | 99 | 1 758 | 2.9% |
| | 450 001 - 500 000 | 73 | 566 | 0.9% |
| | 500 001 - 1 000 000 | 261 | 629 | 0.6% |
| | Plus de 1'000'000 | 103 | -38 | 0.0% |
| | Total | 66'351 | 298 | 3.7% |

| Contribuables dont l'impôt est modifié | | Effectif | Impact moyen, en francs ¹ | Variation moyenne de l'impôt, en % |
|--|--|---------------|---|--|
| | | - | - | 0.0% |
| | | 294 | -33 | -27.5% |
| | | 527 | -45 | -10.7% |
| | | 3 103 | 84 | 13.8% |
| | | 6 666 | 169 | 14.9% |
| | | 8 296 | 229 | 9.8% |
| | | 8 893 | 262 | 6.7% |
| | | 8 387 | 285 | 5.2% |
| | | 7 273 | 326 | 4.7% |
| | | 5 670 | 331 | 3.9% |
| | | 4 115 | 355 | 3.6% |
| | | 8 874 | 423 | 3.2% |
| | | 2 038 | 514 | 2.5% |
| | | 870 | 534 | 1.9% |
| | | 440 | 408 | 1.1% |
| | | 211 | 696 | 1.6% |
| | | 158 | 672 | 1.3% |
| | | 99 | 1 758 | 2.9% |
| | | 73 | 566 | 0.9% |
| | | 261 | 629 | 0.6% |
| | | 103 | -38 | 0.0% |
| | | 66'351 | 298 | 3.7% |

| Contribuables dont l'impôt diminue | | Effectif | Impact moyen, en francs ¹ | Variation moyenne de l'impôt, en % |
|------------------------------------|--|--------------|---|--|
| | | - | - | 0.0% |
| | | 134 | -101 | -86.7% |
| | | 93 | -546 | -79.5% |
| | | 151 | -455 | -53.9% |
| | | 295 | -470 | -45.1% |
| | | 529 | -620 | -34.4% |
| | | 519 | -737 | -22.6% |
| | | 485 | -840 | -17.5% |
| | | 466 | -848 | -13.0% |
| | | 419 | -913 | -11.2% |
| | | 386 | -908 | -9.6% |
| | | 1 163 | -1 061 | -7.8% |
| | | 353 | -1 405 | -6.8% |
| | | 187 | -1 747 | -6.3% |
| | | 109 | -2 408 | -6.5% |
| | | 57 | -1 948 | -4.2% |
| | | 48 | -2 624 | -4.9% |
| | | 23 | -2 639 | -3.9% |
| | | 19 | -3 611 | -5.6% |
| | | 81 | -3 156 | -3.0% |
| | | 43 | -6 037 | -1.8% |
| | | 5 570 | -1 028 | -7.2% |

| Contribuables dont l'impôt augmente | | Effectif | Impact moyen, en francs ¹ | Variation moyenne de l'impôt, en % |
|-------------------------------------|--|---------------|---|--|
| | | - | - | 0.0% |
| | | 160 | 23 | 18.2% |
| | | 434 | 62 | 16.9% |
| | | 2 952 | 111 | 18.8% |
| | | 6 371 | 198 | 17.4% |
| | | 7 767 | 287 | 12.1% |
| | | 8 374 | 324 | 8.2% |
| | | 7 892 | 356 | 6.5% |
| | | 6 807 | 406 | 5.8% |
| | | 5 251 | 431 | 5.1% |
| | | 3 729 | 485 | 4.9% |
| | | 7 711 | 646 | 4.9% |
| | | 1 685 | 916 | 4.5% |
| | | 683 | 1 158 | 4.2% |
| | | 331 | 1 336 | 3.7% |
| | | 154 | 1 674 | 3.9% |
| | | 110 | 2 110 | 4.2% |
| | | 76 | 3 088 | 5.2% |
| | | 54 | 2 036 | 3.1% |
| | | 180 | 2 333 | 2.5% |
| | | 60 | 4 262 | 1.2% |
| | | 60 781 | 419 | 5.6% |

¹ Les montants négatifs traduisent, en moyenne, une baisse d'impôt pour les contribuables et les montants positifs, une hausse d'impôt

Effet global du paquet fiscal sur l'impôt cantonal sur le revenu (splitting partiel 1.9)

| Contribuables seuls avec enfants | | Contribuables dont l'impôt est modifié | | | Contribuables dont l'impôt diminue | | | Contribuables dont l'impôt augmente | | |
|---|---------------------|--|--------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|
| Tranches de revenu brut | | Effectif | Impact moyen, en francs ¹ | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ¹ | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ¹ | Variation moyenne de l'impôt, en % |
| 0 | | | | 0.0% | | | 0.0% | | | |
| 1 | 10 000 | 20 | -2 | -3.4% | 7 | -40 | -100.0% | 13 | 18 | 19.4% |
| | 20 000 | 28 | 5 | 2.2% | 5 | -132 | -95.9% | 23 | 35 | 14.3% |
| | 30 000 | 67 | 31 | 5.5% | 6 | -578 | -61.8% | 61 | 91 | 17.3% |
| | 40 000 | 150 | 84 | 9.7% | 9 | -670 | -73.6% | 141 | 132 | 15.3% |
| | 50 000 | 423 | 114 | 11.5% | 16 | -481 | -41.8% | 407 | 137 | 14.0% |
| | 60 000 | 986 | 173 | 12.7% | 28 | -525 | -28.0% | 958 | 193 | 14.3% |
| | 70 000 | 1'299 | 222 | 10.0% | 44 | -713 | -27.7% | 1'255 | 254 | 11.5% |
| | 80 000 | 1'261 | 290 | 8.7% | 39 | -870 | -23.7% | 1'222 | 327 | 9.8% |
| | 90 000 | 1'045 | 356 | 7.8% | 66 | -646 | -14.1% | 979 | 423 | 9.3% |
| | 100 000 | 742 | 389 | 6.6% | 87 | -581 | -10.2% | 655 | 517 | 8.7% |
| | 150 000 | 1'687 | 485 | 5.4% | 361 | -524 | -5.2% | 1'326 | 760 | 8.8% |
| | 200 000 | 425 | 408 | 2.6% | 175 | -1'080 | -6.0% | 250 | 1'449 | 10.0% |
| | 250 000 | 146 | -6 | 0.0% | 81 | -1'490 | -5.9% | 65 | 1'844 | 8.5% |
| | 300 000 | 77 | -429 | -1.3% | 45 | -2'205 | -6.3% | 32 | 2'069 | 7.3% |
| | 350 000 | 44 | 129 | 0.3% | 22 | -2'413 | -5.6% | 22 | 2'671 | 8.4% |
| | 400 000 | 32 | -1'413 | -3.0% | 23 | -3'094 | -6.4% | 9 | 2'881 | 6.5% |
| | 450 000 | 15 | -1'371 | -2.5% | 9 | -3'336 | -6.1% | 6 | 1'577 | 2.9% |
| | 500 000 | 17 | -3'157 | -4.9% | 13 | -5'392 | -7.9% | 4 | 4'105 | 8.2% |
| | 500 001 - 1 000 000 | 52 | -2'846 | -3.0% | 39 | -5'056 | -5.5% | 13 | 3'783 | 3.7% |
| | Plus de 1'000'000 | 17 | -13'218 | -1.0% | 16 | -14'359 | -1.0% | 1 | 5'026 | 2.1% |
| | Total | 8'533 | 237 | 2.6% | 1'091 | -1'320 | -3.5% | 7'442 | 465 | 9.2% |

¹ Les montants négatifs traduisent, en moyenne, une baisse d'impôt pour les contribuables et les montants positifs, une hausse d'impôt

Effet global du paquet fiscal sur l'impôt cantonal sur le revenu (splitting partiel 1.9)

Couples sans enfants

| Tranches de revenu brut | Contribuables dont l'impôt est modifié | | | Contribuables dont l'impôt diminue | | | Contribuables dont l'impôt augmente | | |
|-------------------------|--|--------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|
| | Effectif | Impact moyen, en francs ¹ | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ¹ | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ¹ | Variation moyenne de l'impôt, en % |
| 0 | - | - | 0.0% | - | - | 0.0% | - | - | 0.0% |
| 1 - 10 000 | 170 | -30 | -44.4% | 95 | -60 | -94.3% | 75 | 7 | 8.7% |
| 10 001 - 20 000 | 151 | -111 | -27.2% | 59 | -365 | -85.9% | 92 | 52 | 13.0% |
| 20 001 - 30 000 | 171 | -110 | -13.3% | 37 | -796 | -79.7% | 134 | 80 | 10.1% |
| 30 001 - 40 000 | 266 | 82 | 9.6% | 25 | -821 | -51.6% | 241 | 176 | 22.6% |
| 40 001 - 50 000 | 703 | 223 | 24.3% | 40 | -872 | -62.8% | 663 | 289 | 32.5% |
| 50 001 - 60 000 | 1'388 | 315 | 26.2% | 73 | -545 | -38.4% | 1'315 | 363 | 30.5% |
| 60 001 - 70 000 | 2'731 | 420 | 25.4% | 187 | -535 | -34.7% | 2'544 | 491 | 29.5% |
| 70 001 - 80 000 | 3'070 | 531 | 19.0% | 294 | -707 | -26.3% | 2'776 | 662 | 23.6% |
| 80 001 - 90 000 | 2'934 | 655 | 15.7% | 287 | -809 | -21.4% | 2'647 | 814 | 19.4% |
| 90 001 - 100 000 | 2'789 | 730 | 12.6% | 305 | -736 | -12.8% | 2'484 | 910 | 15.7% |
| 100 001 - 150 000 | 9'560 | 714 | 7.3% | 1'576 | -890 | -8.2% | 7'984 | 1'030 | 10.7% |
| 150 001 - 200 000 | 4'443 | 477 | 2.8% | 1'454 | -1'080 | -5.6% | 2'989 | 1'235 | 7.6% |
| 200 001 - 250 000 | 1'973 | -181 | -0.7% | 1'120 | -1'484 | -5.4% | 853 | 1'530 | 6.9% |
| 250 001 - 300 000 | 994 | -672 | -2.0% | 666 | -1'993 | -5.5% | 328 | 2'011 | 7.5% |
| 300 001 - 350 000 | 541 | -1'518 | -3.6% | 404 | -2'813 | -6.3% | 137 | 2'301 | 6.9% |
| 350 001 - 400 000 | 320 | -2'413 | -4.8% | 251 | -3'759 | -7.0% | 69 | 2'486 | 6.5% |
| 400 001 - 450 000 | 191 | -3'157 | -5.1% | 158 | -4'343 | -6.6% | 33 | 2'525 | 5.4% |
| 450 001 - 500 000 | 171 | -3'872 | -5.6% | 142 | -5'380 | -7.4% | 29 | 3'509 | 6.7% |
| 500 001 - 1 000 000 | 542 | -5'343 | -5.3% | 484 | -6'653 | -6.3% | 58 | 5'593 | 7.9% |
| Plus de 1'000'000 | 214 | -9'855 | -1.5% | 188 | -12'849 | -2.0% | 26 | 11'796 | 2.1% |
| Total | 33'322 | 221 | 1.3% | 7'845 | -2'045 | -4.9% | 25'477 | 919 | 10.5% |

¹ Les montants négatifs traduisent, en moyenne, une baisse d'impôt pour les contribuables et les montants positifs, une hausse d'impôt

Effet global du paquet fiscal sur l'impôt cantonal sur le revenu (splitting partiel 1.9)

| Couples avec enfants | | Contribuables dont l'impôt est modifié | | | Contribuables dont l'impôt diminue | | | Contribuables dont l'impôt augmente | | | |
|----------------------|-------------------|--|----------|--------------------------------------|------------------------------------|----------|--------------------------------------|-------------------------------------|----------|--------------------------------------|------------------------------------|
| | | Tranches de revenu brut | Effectif | Impact moyen, en francs ¹ | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ¹ | Variation moyenne de l'impôt, en % | Effectif | Impact moyen, en francs ¹ | Variation moyenne de l'impôt, en % |
| 0 | | | | | | | | | | | |
| 1 | 10 000 | 43 | -42 | -48.2% | 23 | -83 | -97.9% | 20 | 6 | 0.0% | |
| | 20 000 | 59 | -104 | -34.2% | 23 | -297 | -89.1% | 36 | 19 | 6.8% | |
| | 30 000 | 51 | -107 | -13.1% | 17 | -454 | -59.5% | 34 | 66 | 7.8% | |
| | 40 000 | 70 | -210 | -18.3% | 25 | -804 | -60.6% | 45 | 120 | 11.6% | |
| | 50 000 | 164 | -6 | -0.6% | 33 | -681 | -39.5% | 131 | 164 | 19.5% | |
| | 60 000 | 577 | 73 | 7.6% | 110 | -488 | -36.0% | 467 | 205 | 23.7% | |
| | 70 000 | 1'356 | 102 | 7.6% | 346 | -457 | -35.6% | 1'010 | 293 | 21.7% | |
| | 80 000 | 2'182 | 99 | 4.8% | 712 | -542 | -26.1% | 1'470 | 409 | 19.8% | |
| | 90 000 | 2'676 | 127 | 4.1% | 990 | -571 | -18.8% | 1'686 | 536 | 17.5% | |
| | 100 000 | 2'831 | 85 | 2.0% | 1'236 | -586 | -13.6% | 1'595 | 613 | 14.3% | |
| | 150 000 | 12'151 | 88 | 1.1% | 6'095 | -711 | -8.6% | 6'056 | 893 | 11.8% | |
| | 200 000 | 57'21 | 3 | 0.0% | 3'100 | -1'127 | -7.2% | 2'621 | 1'338 | 10.1% | |
| | 250 000 | 27'87 | -229 | -1.1% | 1'655 | -1'601 | -6.8% | 1'132 | 1'777 | 9.2% | |
| | 300 000 | 1'359 | -552 | -1.9% | 905 | -2'147 | -6.6% | 494 | 2'369 | 9.4% | |
| | 350 000 | 791 | -1'148 | -3.0% | 556 | -2'712 | -6.6% | 235 | 2'551 | 7.7% | |
| | 400 000 | 486 | -1'483 | -3.1% | 350 | -3'250 | -6.4% | 136 | 3'064 | 7.9% | |
| | 450 000 | 372 | -2'022 | -3.7% | 283 | -3'709 | -6.4% | 89 | 3'340 | 6.9% | |
| | 500 000 | 254 | -3'092 | -4.7% | 197 | -5'300 | -7.6% | 57 | 4'539 | 8.8% | |
| | 1 000 000 | 700 | -5'074 | -4.9% | 588 | -6'780 | -6.3% | 102 | 4'930 | 6.3% | |
| | Plus de 1'000'000 | 226 | -8'094 | -1.4% | 187 | -11'252 | -1.9% | 39 | 7'047 | 1.2% | |
| | Total | 34'896 | -227 | -1.3% | 17'441 | -11'449 | -6.0% | 17'455 | 994 | 9.5% | |

¹ Les montants négatifs traduisent, en moyenne, une baisse d'impôt pour les contribuables et les montants positifs, une hausse d'impôt.

Paquet fiscal - récapitulatif des impacts fiscaux ICC et IFD

| | ICC | IFD (17 %) | Total |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|
| <u>Imposition du logement</u> | | | |
| Intérêts de dettes nouveaux propriétaires | -35'437'500 | -6'466'800 | -41'904'300 |
| Epargne-logement | -20'160'000 | -1'795'200 | -21'955'200 |
| Suppression valeur locative | -74'000'000 | -12'933'600 | -86'933'600 |
| Suppression intérêts des dettes logement | 73'000'000 | | |
| Limitation autres intérêts de dettes | 14'000'000 | 12'448'590 | 92'448'590 |
| Déductions frais d'entretien > 4'000.- | -7'000'000 | | |
| Total imposition du logement | -49'597'500 | -8'747'010 | -58'344'510 |
| <u>Imposition de la famille</u> | | | |
| Splitting partiel | -41'000'000 | | -41'000'000 |
| Déduction pour ménage | arbitrage à faire | | |
| Déduction primes caisse-maladie | 33'000'000 | -10'670'220 | 22'329'780 |
| Déduction famille monoparentale | arbitrage à faire | | |
| Déduction primes assurances-vie | 33'000'000 | -3'637'575 | 33'000'000 |
| Déduction pour enfants | arbitrage à faire | -1'778'370 | -3'637'575 |
| Déduction pour frais de garde | -24'000'000 | -3'637'575 | -25'778'370 |
| Déduction générale | arbitrage à faire | | -3'637'575 |
| Total imposition de la famille | 1'000'000 | -19'723'740 | -18'723'740 |
| Total général | -48'597'500 | -28'470'750 | -77'068'250 |

Les montants ICC ont été calculés par le Département des finances
 Le montant relatif aux intérêts de dettes nouveaux propriétaires est calculé sur la base de 1'500 nouveaux propriétaires par année
 Les montants IFD ressortent des projections non actualisées de l'Administration fédérale des contributions

Paquet fiscal - récapitulatif des impacts fiscaux ICC et IFD pour les contribuables

Dans le but d'établir les effets du paquet fiscal du point de vue du contribuable, le présent tableau est établi de la manière suivante :

*Reprise des données du tableau récapitulatif figurant en page 14

*Prise en compte de l'impôt communal, calculé par hypothèse sur la commune de Genève (45.5% de l'impôt cantonal de base soit 34.79% de l'impôt cantonal total)

*Prise en compte de la totalité de l'impôt fédéral direct.

| | Impôt cantonal | Impôt communal(GE) | IFD (100 %) | Total |
|---|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|
| <u>Imposition du logement</u> | | | | |
| Intérêts de dettes nouveaux propriétaires | -35'437'500 | -12'327'265 | -38'040'000 | -85'804'765 |
| Epargne-logement | -20'160'000 | -7'012'844 | -10'560'000 | -37'732'844 |
| Suppression valeur locative | -74'000'000 | -25'741'590 | -76'080'000 | -175'821'590 |
| Suppression intérêts des dettes logement | 73'000'000 | 25'393'731 | | |
| Limitation autres intérêts de dettes | 14'000'000 | 4'870'031 | 73'227'000 | 181'055'746 |
| Déductions frais d'entretien > 4'000.- | -7'000'000 | -2'435'015 | | |
| Total imposition du logement | -49'597'500 | -17'252'953 | -51'453'000 | -118'303'453 |
| <u>Imposition de la famille</u> | | | | |
| Splitting partiel | -41'000'000 | -14'262'232 | | -55'262'232 |
| Déduction pour ménage | arbitrage à faire | | | |
| Déduction primes caisse-maladie | 33'000'000 | 11'479'358 | -62'766'000 | -18'286'642 |
| Déduction famille monoparentale | arbitrage à faire | | | |
| Déduction primes assurances-vie | 33'000'000 | 11'479'358 | | 44'479'358 |
| Déduction pour enfants | arbitrage à faire | | -21'397'500 | -21'397'500 |
| Déduction pour frais de garde | -24'000'000 | -8'348'624 | -10'461'000 | -42'809'624 |
| Déduction générale | arbitrage à faire | | -21'397'500 | -21'397'500 |
| Total imposition de la famille | 1'000'000 | 347'859 | -116'022'000 | -114'674'141 |
| Total général | -48'597'500 | -16'905'094 | -167'475'000 | -232'977'594 |